



RAPPORT
CONTREFAÇON
&
CRIMINALITE ORGANISEE
3EME EDITION

PREAMBULE

Encore trop souvent considérée comme une infraction mineure, la contrefaçon industrielle et commerciale représente 5 à 7% du commerce mondial¹. Les trafics qu'elle génère sont en train de devenir aujourd'hui une menace sérieuse non seulement pour l'économie mondiale, mais aussi pour le développement durable dans la mesure où législation sociale et protection de l'environnement sont le cadet des soucis des contrefacteurs.

Si la contrefaçon porte atteinte aux entreprises qui en sont victimes, ruinant l'innovation, chassant l'emploi, elle nuit également aux consommateurs qui mettent leur santé en danger en achetant des produits qui ne répondent pas aux normes de sécurité. Elle engendre aussi des pertes de recettes fiscales pour les Etats, c'est-à-dire, à terme, des moins-values de croissance.

Ce phénomène, de plus en plus inquiétant, suscite cependant une prise de conscience réelle bien qu'encore insuffisante de différentes organisations internationales telles que l'OMPI, INTERPOL et EUROPOL.

Malgré cette mobilisation, il existe encore un réel décalage entre la perception de la contrefaçon par les autorités publiques et les constatations opérées sur le terrain par les titulaires de droits pour lesquels l'existence de liens entre la contrefaçon et la criminalité organisée est patente.

C'est pourquoi l'Union des Fabricants a souhaité apporter sa contribution à ce débat et favoriser cette prise de conscience en soulignant l'évolution de la contrefaçon en tant qu'activité de délinquance économique organisée et ses liens cachés avec d'autres activités de nature beaucoup plus criminelle.

Marc-Antoine JAMET
Président de l'Union des Fabricants

¹ Rapport de l'OCDE sur les incidences économiques de la contrefaçon, 1998.

SOMMAIRE

<u>INTRODUCTION</u>	4
<u>I/ LA CONTREFAÇON : UNE FORME DE CRIMINALITE ORGANISEE</u>	9
A/ LA GESTION QUASI COMMERCIALE DES RESEAUX DE CONTREFAÇON	9
B/ L'UTILISATION D'UN MATERIEL DE PRODUCTION SOPHISTIQUE	10
C/ L'AMPLEUR INDUSTRIELLE DE LA PRODUCTION	11
D/ L'ENVERGURE INTERNATIONALE DE LA LIVRAISON	12
E/ L'ORGANISATION ELABOREE DE LA DISTRIBUTION DE DETAIL	14
<u>II/ CONTREFAÇON ET AUTRES FORMES DE CRIMINALITE ORGANISEE</u>	16
A/ LIENS AVEC D'AUTRES ACTIVITES CRIMINELLES	16
1/ INFRACTIONS A LA LEGISLATION SOCIALE ET SUR LES ETRANGERS	17
2/ TRAFIC DE STUPEFIANTS	18
3/ PRESSIONS, CHANTAGES, MENACES ET VIOLENCES	19
4/ TERRORISME	20
5/ AUTRES ACTIVITES ILLICITES	22
B/ LIENS AVEC DES GROUPES CRIMINELS ORGANISES	23
<u>III/ UNE VERITABLE PRISE DE CONSCIENCE</u>	27
A/ SITUATION FRANCAISE	27
B/ SITUATION EUROPEENNE	31
C/ SITUATION INTERNATIONALE	33
<u>CONCLUSION</u>	36
<u>ANNEXES</u>	37

INTRODUCTION

"Le lien entre les groupes du crime organisé et les produits de contrefaçon est bien établi, mais nous tirons la sonnette d'alarme, car l'atteinte à la propriété intellectuelle est en train de devenir la méthode de financement préférée des terroristes".

C'est en ces termes que Ronald K. Noble, le Secrétaire général d'Interpol, a une nouvelle fois souligné l'existence de rapports étroits entre contrefaçon et criminalité organisée lors d'une allocution prononcée en juillet 2003 devant la Chambre des représentants des Etats-Unis².

Une telle affirmation a de quoi surprendre le grand public, généralement peu au fait des relations existant entre ces deux formes d'activités illicites. Une récente étude de l'ACG (Anti-Counterfeiting Group) révèle ainsi qu'une majorité des consommateurs considère toujours la contrefaçon comme une forme "douce" de délinquance, une délinquance "sans victime"³.

Conformément à la mission d'information de l'Union des Fabricants, la présente étude se donnera donc pour objectif d'apporter un éclairage synthétique sur les liens unissant crime organisé et contrefaçon, et tentera de démontrer que cette dernière est loin d'être une forme inoffensive de délinquance. Pour ce faire, quelques précisions liminaires doivent être apportées.

Méthodologie de l'étude :

Cette étude se limite à la contrefaçon industrielle et commerciale et exclut donc tout ce qui touche à la falsification des moyens de paiement et des documents administratifs.

Par ailleurs, elle repose essentiellement sur les informations recueillies auprès d'entreprises ou dans des articles de presse.

Sa rédaction n'engage que la seule responsabilité de l'Union des Fabricants.

Définition des termes du sujet de l'étude:

La contrefaçon

- Quand y a-t-il contrefaçon ?

La contrefaçon est la reproduction ou l'utilisation totale ou partielle d'une marque, d'un dessin, d'un modèle, d'un brevet ou d'un droit d'auteur sans l'autorisation de son titulaire. Le but du contrefacteur est de créer la confusion entre le produit original et le produit contrefaisant afin de s'approprier le bénéfice de la notoriété d'autrui ou le fruit des investissements du véritable titulaire d'un droit de propriété intellectuelle (marque, dessin, modèle, brevet, droit d'auteur...). Le piratage numérique (CD, films, logiciels, livres ou art graphique) est donc juridiquement une forme de contrefaçon, au même titre que la production de faux articles de marque.

² cf. allocution publique de R.K. Noble du 16 juillet 2003 devant la Commission des relations internationales de la Chambre des représentants des Etats-Unis (www.interpol.com).

³ Rapport ACG 2003 "Why You Should Care About Counterfeiting", www.a-cg.com

- La croissance exceptionnelle du phénomène :

Un des « Ateliers de la consommation » organisés par la DGCCRF le 16 avril 2004 était consacré au thème de la contrefaçon⁴. A cette occasion, le ministre délégué à l'Industrie, Patrick Devedjian a souligné le développement du phénomène et l'ampleur sans précédent prise par ce commerce illicite depuis quelques années. Ainsi, si la contrefaçon représentait 5% du commerce mondial en 2000, elle en représenterait aujourd'hui selon lui 10%. On estime généralement le montant des profits illicites dégagés à 250 milliards d'euros par an⁵, mais lors d'une récente conférence de presse, Laszlo Kovacs, le Commissaire européen chargé de la taxation et des douanes, a avancé un chiffre bien supérieur (400 milliards d'euros)⁶. Le nombre de saisies dans l'Union Européenne a par ailleurs été multiplié par quatre entre 1999 et 2003, passant de 25 à environ 100 millions d'articles saisis. Pour la France, les saisies d'articles contrefaisants sont passées de 1.99 millions en 2003 à 3.5 millions en 2004 (+76%)⁷.

Contrairement à une idée fausse largement répandue et toujours tenace dans l'opinion publique, la contrefaçon touche tous les secteurs d'activité, et pas seulement le domaine du luxe. Les produits de grande consommation sont ainsi de plus en plus souvent la cible des contrefacteurs (produits alimentaires, alcools, cigarettes, cosmétiques, matériel informatique ou pièces détachées automobiles, jouets pour enfants...) ⁸. En outre, au sein de l'Union Européenne, le nombre des saisies de produits cosmétiques contrefaisants, dont les parfums, n'arrive qu'en quatrième position après les saisies de cigarettes, de CD-DVD et de jouets. Bien entendu, à l'ère d'Internet, la musique reste l'une des principales victimes du phénomène. Pour ne prendre qu'un exemple, en 2002, pas moins de 40 % des enregistrements vendus dans le monde étaient des copies pirates⁹. Le cinéma et les logiciels souffrent également du développement du piratage numérique.

- Ses victimes :

La lutte contre la contrefaçon est rarement perçue par les consommateurs comme une priorité. Beaucoup savent qu'acheter un produit contrefaisant est interdit mais continuent de croire que cela ne porte préjudice à personne, si ce n'est aux entreprises titulaires du droit bafoué, victimes sans visage inspirant généralement peu de compassion au grand public. Rien n'est plus inexact, pourtant, que de voir dans la contrefaçon une forme inoffensive de délinquance. La contrefaçon peut en effet avoir des effets dévastateurs :

1. Les entreprises figurent bien sûr parmi les premières victimes de la contrefaçon. En effet, en plus d'un préjudice économique direct (pertes de chiffre d'affaires et de parts de marché), elles subissent également une importante dépréciation de leur image de marque (marché inondé de produits censés tirer une partie de leur valeur de leur rareté, mauvaise publicité faite aux vrais produits par la piètre qualité des faux

⁴ Cf. Ateliers de la consommation, 16 novembre 2004, www.industrie.gouv.fr

⁵ Sur ce point, on consultera utilement les documents suivants : Circulaire du Garde des Sceaux du 9 août 2004 CRIM.2004-9/G3-09.08.2004, et le « Rapport de l'OCDE sur les incidences économiques de la contrefaçon » 1998.

⁶ Cf. Conférence de presse du 8 février 2005, à Bruxelles, « Stepping up action against counterfeit and piracy ».

⁷ Source : <http://www.douane.gouv.fr>

⁸ Cf. les statistiques récentes de la Commission Européenne sur www.europa.eu.int

⁹ The recording industry commercial piracy report 2003, IFPI, www.ifpi.org

produits...). Les entreprises voient surtout la rentabilité de leurs investissements en recherche et développement s'effondrer, ce qui ne les incite nullement à innover et finit par nuire au dynamisme économique du pays.

2. Ce qui est moins connu du grand public, c'est que la contrefaçon nuit également aux consommateurs. Au delà du préjudice que cause l'acquisition de produits de mauvaise qualité à un prix excessif, les produits contrefaisants sont également susceptibles de mettre en danger la sécurité ou la santé des consommateurs. C'est notamment le cas en ce qui concerne la contrefaçon de médicaments (production de faux Viagra multipliée par 9 entre 1998 et 2002¹⁰), de jouets et de pièces détachées de véhicules et d'aéronefs. Parmi des dizaines d'exemples, on peut notamment citer le cas de l'alcool contrefaisant : frelaté, il provoque la cécité ou même la mort, comme ce fut le cas au printemps 2003 en Ecosse¹¹. Au début du mois de mars 2005, 9 personnes ont trouvé la mort en Turquie dans les mêmes circonstances. De même, les autorités chinoises ont récemment déploré le décès de plusieurs dizaines d'enfants en bas âge après l'absorption de lait de croissance contrefaisant¹². Le trafic de faux médicaments, qui représente 10% du marché pharmaceutique mondial, a évidemment des conséquences désastreuses. En 1992, 233 enfants sont morts au Bangladesh après avoir absorbé du sirop contenant de l'antigel, et en 1995, au moins 2500 personnes sont mortes au Niger à cause de vaccins contrefaisants¹³. Et ce fléau ne touche pas que les pays en développement. L'OMS affirme que 6% des médicaments vendus dans les pays développés sont contrefaisants et on estime que 125.000 personnes meurent chaque année aux Etats-Unis du fait des contrefaçons de médicaments¹⁴.
3. Enfin, la contrefaçon fait supporter des coûts économiques importants aux Etats. Tout d'abord, en sapant l'équilibre du marché et en faussant le jeu de la concurrence honnête, ce commerce souterrain conduit à une destruction massive d'emplois. Ainsi, dans la circulaire aux Parquets du 9 août 2004, la Chancellerie reprend les chiffres de l'OCDE sur les conséquences économiques de la contrefaçon qui seraient à l'origine de la disparition de 200 000 emplois par an dans le monde, dont la moitié en Europe, et au moins 30 000 en France¹⁵. Mais, de façon plus indirecte, la contrefaçon entraîne également de lourdes pertes de recettes fiscales, les ventes réalisées ne pouvant être imposées. En Chine, les services officiels de l'Etat estiment ainsi perdre 3 milliards de dollars de recettes fiscales par an¹⁶. De même, les services britanniques de la TVA évaluent l'évasion fiscale à 2,4 milliards de dollars¹⁷. Ce sont autant d'actions publiques qui ne peuvent se concrétiser ou d'impôts qui doivent être autrement perçus.

¹⁰ Cf. Le Parisien, 14 novembre 2004.

¹¹ Décès d'une écossaise au printemps 2003 après l'absorption de vodka de contrefaçon, cf. rapport ACG précité.

¹² Cf. 1^{er} Congrès mondial sur la lutte contre la contrefaçon organisé par Interpol et l'OMD, 25-26 mai 2004, Bruxelles, voir le site www.interpol.int. Pour d'autres exemples, lire notamment l'intéressant rapport "White paper: the negative consequences of international intellectual property theft", IACC, édition janvier 2005, www.iacc.org

¹³ Cf. Ouest France, 6 juillet 2004. Voir aussi le site www.progexi.com pour d'autres exemples concernant les pilules contraceptives ou les trithérapies contrefaisantes.

¹⁴ Cf. Emballage magazine, 8 mars 2004.

¹⁵ Cf. circulaire précitée du 9 août 2004.

¹⁶ « Une coalition internationale contre les faussaires », Le figaro, 29 janvier 2003.

¹⁷ Id.

- Une répression encore peu dissuasive :

Malgré les dangers que présente la contrefaçon, celle-ci ne rentre pas toujours dans les priorités des Etats concernant le traitement de la délinquance organisée.

Cela contribue à faire de la contrefaçon une activité très attractive pour les délinquants. En effet :

1. Du point de vue pénal, les risques sont moindres (cf. annexe 2). Ainsi, la commission du délit de contrefaçon en bande organisée est aujourd'hui passible de cinq ans d'emprisonnement et de 500.000 euros d'amende, alors que l'importation, l'exportation, la production, et la fabrication illicites de stupéfiants en bande organisée sont passibles de peines beaucoup plus lourdes (30 ans de réclusion criminelle et 750.000 euros d'amende, voire la réclusion à perpétuité pour les têtes de réseau)¹⁸. En outre, dans la très grande majorité des cas, les sanctions effectivement prononcées contre les contrefacteurs restent très en dessous de ces maxima légaux et les peines infligées aux individus convaincus d'atteintes à la propriété intellectuelle sont en moyenne très inférieures à celles généralement prononcées dans les affaires relatives aux stupéfiants.
2. Sur le plan financier, le commerce de contrefaçons est une des activités criminelles les plus lucratives. Ainsi, dans une enquête récente menée pour "Le Soir" par J.F. Delière, le journaliste écrivait: *"Du point de vue financier, on sait que pour les trafiquants de cigarettes il suffit qu'un conteneur sur dix passe à travers les (larges) mailles du filet pour que le trafic soit rentable"*¹⁹. Le même constat peut être fait s'agissant du trafic de CD ou de logiciels piratés. En effet, on sait qu'aujourd'hui, sur le territoire de l'Union Européenne, un kilo de CD piratés rapporte plus aux contrefacteurs qu'un kilo d'herbe de cannabis²⁰. A ce sujet, le journal « The Time » présentait en 2002 les conclusions suivantes: *"Un vendeur de stupéfiants achète un kilo de cocaïne environ 47.000\$ et peut espérer le revendre dans la rue environ 94.000\$. Il réalise un profit de 100%. Mais pour le même investissement de 47.000\$ - et un risque bien moindre- un contrefacteur entreprenant peut acheter 1500 copies piratées d'un logiciel de pointe et les revendre en faisant un profit de 900%"*²¹.

Criminalité organisée.

Définir la « criminalité organisée » est une entreprise délicate. A l'instar de certaines législations étrangères (cf. annexe 1), le droit français a intégré de longue date ce concept par le biais des notions d' « association de malfaiteurs » et de « bande organisée ».

L'article L132-71 du code pénal dispose ainsi que « *constitue une bande organisée au sens de la loi tout groupement formé ou toute entente établie en vue de la préparation, caractérisée par un ou plusieurs faits matériels, d'une ou plusieurs infractions* ».

L'article 450-1 du même code définit quant à lui l'association de malfaiteurs comme suit : « *Constitue une association de malfaiteurs tout groupement formé ou entente établie en vue*

¹⁸ Cf. art. 222.34 et suivants CP

¹⁹ Cf. Le Soir, mercredi 18 août 2004, "La contrefaçon finance le terrorisme".

²⁰ Cf. les déclarations de Christophe Zimmerman, expert français près de la Commission européenne, au Journal télévisé de France 2, le 26 juin 2002 (édition de 13 heures).

²¹ Cf. Time du 18 novembre 2002, "Busting Software Pirates" par Jennifer L. Schenker.

de la préparation, caractérisée par un ou plusieurs faits matériels, d'un ou plusieurs crimes ou d'un ou plusieurs délits punis d'au moins cinq ans d'emprisonnement ».

Au plan supranational, il existe également quelques définitions du crime organisé. On peut notamment citer deux d'entre elles:

- En 1998, le Conseil de l'Union Européenne a défini l'Organisation Criminelle comme une *« association structurée, de plus de deux personnes, établie dans le temps, et agissant de façon concertée en vue de commettre des infractions punissables d'une peine privative de liberté ou d'une mesure de sûreté privative de liberté d'un maximum d'au moins quatre ans ou d'une peine plus grave, que ces infractions constituent une fin en soi ou un moyen pour obtenir des avantages patrimoniaux et, le cas échéant, influencer indûment le fonctionnement d'autorités publiques »*²².
- La Convention de l'ONU du 15 novembre 2000 dite « Convention de Palerme » définit, quant à elle, le « groupe criminel organisé » comme *« un groupe structuré de trois personnes ou plus existant depuis un certain temps et agissant de concert en vue de commettre une ou plusieurs infractions graves pour en retirer un avantage financier ou un autre avantage matériel »*²³.

On note que, dans chacune de ces définitions, on retrouve plusieurs éléments fondamentaux que l'on peut synthétiser comme suit : implication de plusieurs personnes, existence d'une véritable structure au sein du groupe, gravité des infractions commises ou projetées, stabilité dans le temps de l'activité criminelle.

Les termes de la présente étude ainsi définis, on s'attachera maintenant à mettre en relief les différents liens unissant contrefaçon et crime organisé.

Nous verrons dans un premier temps que, très souvent, la contrefaçon est elle-même devenue une forme de criminalité organisée (1). Mais les réseaux de contrefacteurs entretiennent également des rapports étroits avec d'autres groupes criminels (2). Ce phénomène suscite heureusement depuis peu une prise de conscience, tant au plan national qu'au plan international (3).

²² Action Commune relative à l'Incrimination de la Participation à une Organisation Criminelle, Conseil de l'Union Européenne, 21 décembre 1998.

²³ Convention de Palerme correspondant à la convention des Nations Unies contre la criminalité organisée à New York le 15 novembre 2000, entrée en vigueur le 29 septembre 2003.

I/ LA CONTREFAÇON: UNE FORME DE CRIMINALITE ORGANISEE

En France, une entreprise sur deux se déclare victime de la contrefaçon. Ce commerce illicite a donc un impact économique majeur sur la société. De même, les constatations réalisées par les services douaniers ne fait qu'augmenter, passant de 2 598 en 2003 à 6 397 en 2004 (+ 146.2%)²⁴.

La contrefaçon est passée à partir des années 1990 d'une activité artisanale –de petits ateliers clandestins- à une logique industrielle, s'appuyant sur des installations coûteuses et modernes.

Les contrefacteurs n'agissent plus de manière isolée et ponctuelle et sont devenus de véritables « entrepreneurs internationaux », reliés à de grands réseaux extrêmement organisés. Jamais la contrefaçon n'a semblé aussi fortement structurée.

Aujourd'hui, plusieurs facteurs permettent d'affirmer que la contrefaçon est devenue une forme de criminalité organisée à part entière. Organisée, la contrefaçon l'est en effet à plusieurs égards :

- Par les hommes. Les contrefacteurs dirigent souvent leurs trafics comme de véritables entreprises qu'ils gèrent de façon quasi commerciale (A).
- Par le matériel de production. Les contrefacteurs disposent souvent d'équipements industriels sophistiqués (B).
- Par l'ampleur de la production. Ils sont désormais en mesure de produire des quantités massives de faux et de générer des profits considérables (C).
- Par l'organisation de la livraison. Très souvent, les réseaux de contrefaçon ont une ampleur internationale et ne se cantonnent plus à l'intérieur des frontières d'un Etat (D).
- Par l'organisation de la distribution de détail. Les contrefacteurs écoulent désormais leurs produits par des réseaux de distribution organisés, véritables structures commerciales (E).

A/ LA GESTION QUASI COMMERCIALE DES RESEAUX DE CONTREFAÇON

Certains réseaux de contrefaçon sont aujourd'hui organisés et gérés comme des entreprises multinationales. Ainsi, les contrefacteurs développent parfois de véritables « stratégies commerciales » au moment de décider quel produit sera copié et quel produit ne le sera pas. En effet, seuls les produits phares des collections des titulaires de droits et les modèles auxquels il est prévu un large succès auprès du public sont la cible des faussaires. De même, dès le stade de la fabrication et jusqu'à celui de la vente, les réseaux de production de faux se montrent de plus en plus flexibles et réactifs. Cette réactivité est illustrée à l'extrême par les saisies de marchandises contrefaisant un produit authentique avant même le lancement officiel de celui-ci sur le marché. On voit ici nettement les liens qu'entretient la contrefaçon avec cette autre forme de délinquance qu'est l'espionnage industriel. A ce sujet, on peut mentionner une affaire de janvier 2005 dans laquelle les forces de l'ordre ont procédé à l'arrestation d'un agent technique d'une fabrique marseillaise

²⁴ Source : *Lutte anti-contrefaçon : bilan 2004 et perspectives*, Comité national anti-contrefaçon, 30 mars 2005.

d'huiles essentielles soupçonné d'avoir élaboré, fabriqué puis vendu de faux parfums de grandes marques²⁵.

B/ L'UTILISATION D'UN MATERIEL DE PRODUCTION SOPHISTIQUE

La pratique démontre que les contrefacteurs apprennent très rapidement à utiliser les progrès techniques. Equipés de matériel sophistiqué pour fabriquer la marchandise, du textile aux pièces détachées industrielles, les réseaux de contrefaçon s'apparentent à une véritable industrie de production de masse.

Il est de plus en plus courant de découvrir que des usines, situées notamment dans des régions en voie d'industrialisation (Chine, Thaïlande, Turquie, Maroc) ou dans les pays de l'ex URSS (au premier rang desquels la Russie), fabriquent du faux avec un outil de production à la pointe de la technologie.

Ainsi, en 2002, la police britannique a démantelé un réseau de contrefacteurs dont l'équipement industriel et l'organisation rappelaient en tous points ceux d'une PME. Pour produire du faux champagne "Moët et Chandon" et des parfums de grande marque contrefaisants, les délinquants avaient en effet mis sur pieds une véritable petite entreprise : quatre usines, un chimiste pour mettre au point les formules des fausses fragrances, des machines de conditionnement capables d'emballer 5 000 unités par jour, des chariots-élévateurs et du matériel de charge, le tout dirigé par douze membres d'une même famille, "pour assurer loyauté, discipline et contrôle"²⁶.

Ce constat est alarmant à deux points de vue:

- D'abord, il est inquiétant d'observer que, même s'ils nécessitent un financement important (de 50 000 à 100 000 euros pour certains moules et de 300 000 à 600 000 euros pour une ligne de production de matières plastiques), ces équipements sont malgré tout à la portée des contrefacteurs. Cela prouve bien que l'on n'a plus affaire à de petits délinquants amateurs. Georges Fraga, Directeur Interrégional des Douanes de Roissy, analyse ainsi: *«Tout cela demande une technologie assez performante, donc des moyens pour les mettre en œuvre. (...) On a donc affaire à des organisations qui ont de très gros moyens»*²⁷.
- Ensuite et surtout, cet équipement sophistiqué permet aux contrefacteurs de produire des faux de qualité certes médiocre mais d'apparence trompeuse. Il suffit pour s'en convaincre d'une visite au musée de la contrefaçon²⁸: certains emballages de produits cosmétiques contrefaisants sont tellement ressemblants que même les experts des titulaires de marques ont parfois des difficultés à distinguer le vrai du faux à l'œil nu et doivent recourir à des analyses plus poussées pour identifier leur produit. Et, comme l'investissement élevé et les efforts de mise au point technologique qu'impliquent l'emballage et les étiquettes n'arrêtent plus les délinquants, le consommateur qui était autrefois "complice" peut désormais devenir victime des contrefacteurs.

²⁵ Cf. dépêche AFP du 19 janvier 2005.

²⁶ Cf. le rapport "Proving the Connection, links between intellectual property theft and organised crime" de l'AACP (Alliance Anti-Counterfeiting and Piracy), voir le site www.aacp.org.uk

²⁷ « Contrefaçon : une économie parallèle aux mains d'une criminalité organisée », Le journal de Saône et Loire, 19 juillet 2002.

²⁸ Musée de la contrefaçon, 16 rue de la Faisanderie, 75016 Paris, www.unifab.com

C/ L'AMPLEUR INDUSTRIELLE DE LA PRODUCTION

La production de contrefaçons ne peut plus aujourd'hui être considérée comme une activité délinquante "artisanale". Les quantités de faux produits écoulées sont véritablement industrielles et, conséquemment, les profits générés s'apparentent davantage à ceux d'une grande multinationale qu'à ceux d'une PME. Pour s'en convaincre, quelques exemples de saisies récentes:

- Le 21 décembre 2004, les services de la direction nationale du renseignement et des enquêtes douanières (DNRED) de Paris ont saisi 285 rouleaux de fausse toile Louis Vuitton portant illégalement le célèbre monogramme. La longueur totale de ces rouleaux (9.405 mètres) aurait permis de fabriquer plus de 28.000 portefeuilles ou porte-monnaie et plus de 18.000 faux sacs. La valeur des articles authentiques imités est estimée à 14 millions d'euros²⁹.
- Le 12 décembre 2004, les services de dédouanement du bureau de Douane de Blanc-Mesnil ont saisi plus de 96.000 peluches (près de 3 tonnes) en provenance de Corée et à destination de France. Après analyse, il s'est avéré que la marchandise, qui ne répondait pas aux normes de sécurité en vigueur, était dangereuse pour les jeunes utilisateurs. Le stock de contrefaçons, d'une valeur estimée à plus de 26.000 euros, a été détruit en janvier dernier³⁰.
- Les 21 et 24 décembre 2004, les douaniers du Perthus ont réalisé coup sur coup deux saisies de faux vêtements de marques. La marchandise qui arrivait d'Espagne, était destinée aux marchés italiens et français, et représentait plus de 10.000 articles. Elle a été estimée à un million d'euros³¹.
- Le 6 décembre 2004, 5,7 tonnes de cigarettes contrefaisantes ont été saisies par les douanes dans un camion espagnol au péage de Gerzat, en Auvergne. Les marchandises contrefaisantes, d'une valeur de 550.000 euros, étaient emballées dans des sacs poubelle cachés dans des cartons portant la mention "Children Toys", eux-même dissimulés au milieu d'un chargement hétéroclite de carrelage, de ratatouille et de cœurs d'artichaut³².

Ces quatre exemples tirés de l'actualité récente ne sont pas des cas isolés. Ils mettent bien en lumière le caractère astronomique des quantités produites et des profits dégagés par les contrefacteurs.

Ceux-ci, en effet, se rémunèrent souvent très largement. Certains des produits contrefaisants sont vendus au prix des originaux. Le risque, pour un contrefacteur, d'une condamnation à une forte peine restant relativement faible³³, il est clair que les organisateurs de tels trafics sont parfaitement à même de payer les quelques milliers d'euros d'amende,

²⁹ Cf. communiqué de presse de la Direction générale des douanes et droits indirects en date du 4 janvier 2005, www.douane.gouv.fr

³⁰ Cf. le site Internet des Douanes.

³¹ Cf. dépêche AFP du 30 décembre 2004, "Deux saisies de contrefaçons au Perthus pour plus d'un million d'euros".

³² Cf. site des Douanes précité.

³³ Les sanctions lourdes sont rares. Mais, en 2003, dans le cadre du démantèlement d'une filière internationale de contrefaçon basée à Marseille, le Tribunal Correctionnel a alloué 700 000 euros aux parties civiles et 3 millions de dommages-intérêts aux Douanes. Cf. La Marseillaise, 4.11.03, "Contrefaçon de luxe".

auxquels ils peuvent être condamnés. Le manque de caractère dissuasif des sanctions prononcées dans la majorité des cas et la rentabilité très forte du trafic de contrefaçons expliquent ainsi l'intérêt toujours croissant que cette activité illégale suscite auprès des délinquants.

Dès 1997, Le Conseil et la Commission de l'Union Européenne se sont inquiétés de cette situation : d'abord dans le Programme d'Action Relatif à la Criminalité Organisée adopté par le Conseil le 28 avril 1997³⁴, puis dans le Livre Vert de la Commission Européenne portant sur « *la lutte contre la contrefaçon et la piraterie dans le marché intérieur* »³⁵, enfin dans le Rapport sur les Réponses au Livre Vert³⁶.

Quelques exemples illustrent bien cette tendance. Ainsi, lors du démantèlement d'un important réseau de fabrication de contrefaçons de marques de luxe dans la région de Naples et Teramo en juillet 2002, la Guardia di Finanza a découvert des mouvements d'importantes sommes d'argent entre Londres et Naples provenant de profits générés par le commerce de contrefaçons.

Plus récemment, en décembre 2004, un réseau de contrefacteurs a été démantelé à Tours. Treize personnes ont été mises en examen, 25 mètres cube de pantalons et de chemises contrefaisants ont été saisis, mais surtout, de nombreux comptes bancaires ont été bloqués, des biens immobiliers acquis avec de l'argent sale ont été rendus indisponibles par réquisition et d'importantes sommes d'argent liquide ont été saisies³⁷.

D/ L'ENVERGURE INTERNATIONALE DE LA LIVRAISON

La mondialisation de l'économie et le développement du commerce international ont facilité l'émergence de réseaux organisés de contrefaçon qui opèrent par-delà les frontières, ce qui rend leur démantèlement plus difficile. Les contrefacteurs exploitent les vides juridiques et les failles administratives partout où ils existent. Ces réseaux utilisent des moyens de transmission rapides, des modes de transports et une logistique modernes. Ils sont le côté obscur de la mondialisation.

Les produits contrefaisants commercialisés dans les pays de l'Union Européenne sont le plus souvent fabriqués dans un pays tiers. Ainsi, dans un nombre important de procédures engagées en Europe pour contrefaçon, les produits interceptés sont originaires de Thaïlande (25% des procédures), de Turquie (13%), du Maroc (12%) ou de Chine (7%)³⁸. A ces pays s'ajoutent plus particulièrement pour la France la Turquie, le Maroc ou la Macédoine³⁹. On peut évoquer également l'Europe du Sud.

Il peut également arriver que les produits soient partiellement fabriqués dans un pays, assemblés dans un autre et transitent dans un troisième pour être finalement commercialisés dans un quatrième pays. On est alors en présence d'une impressionnante spécialisation

³⁴ Programme d'action relatif à la criminalité organisée (adopté par le Conseil le 28 avril 1997), *Journal officiel* n° C 251 du 15/08/1997 p. 0001 - 0016

³⁵ « Livre vert : la lutte contre la contrefaçon et la piraterie dans le marché intérieur », Commission Européenne, 1998.

³⁶ Final Report on responses to the European Commission Green Paper on Counterfeiting and piracy, 7 Juin 1999, http://europa.eu.int/comm/internal_market/en/indprop/piracy/piracyen.pdf

³⁷ Cf. La Nouvelle République du Centre-Ouest, 18.12.04, "Des tonnes de faux vêtements de marques saisies!".

³⁸ Cf. les statistiques TAXUD 2003, sur le site Internet www.europa.eu.int

³⁹ Chiffres communiqués par la Commission européenne, TAXUD, *ibid.*

géographique, véritable méthode de rationalisation des coûts économiques et des risques pénaux. Capitaux, unités de production, circuits de distribution et marchés sont ainsi cloisonnés, ce qui complique la tâche des enquêteurs.

L'exemple de la République Populaire de Chine est à cet égard édifiant. De nombreuses usines de production de contrefaçons sont financées par des capitaux hongkongais et taiwanais qui trouvent, notamment dans les provinces du Guangdong (Canton) et du Zhejiang (région au sud de Shanghaï) une meilleure rentabilité de leurs investissements. Il faut dire que l'autonomie de la « Région Administrative Spéciale » de Hong Kong et sa « frontière » avec le reste de la Chine continuent de protéger les donneurs d'ordres, tandis que la communauté de culture favorise l'établissement des réseaux criminels par-delà les limites administratives.

La production de contrefaçons chinoises alimente bien sûr le marché intérieur local, qui est le plus important du monde. Fabrication et vente intervenant sur un seul territoire, le risque douanier est alors inexistant.

Mais les faux sont avant tout destinés à "l'exportation". Les produits contrefaisants en provenance de Chine inondent ainsi toute l'Europe. Dans ce cas, il n'est pas rare que les "grossistes" chinois aient recours sur place à des clandestins pour apporter les dernières finitions à leurs marchandises contrefaisantes. Une enquête récente du journal *Le Parisien* sur l'implantation des mafias chinoises en France le confirme d'ailleurs: *"A Paris et dans les grandes villes de province, des travailleurs illégaux confectionnent dans des ateliers clandestins des produits portant une griffe française"*⁴⁰. Lors du 10^{ème} Forum européen de la propriété intellectuelle organisé par l'Union des fabricants, Marc Frisanco (Directeur propriété intellectuelle de Richemont) a ainsi donné l'exemple de fausses montres de luxe importées en Europe depuis la Chine sans le cadran (où figurait justement le nom de la marque contrefaite), celui-ci étant assemblé ultérieurement dans le pays destinataire des marchandises⁴¹.

Il arrive également que des produits contrefaisants saisis sur le territoire français ou européen soient en fait destinés à un autre marché et soient simplement en transit. Ainsi, près des deux tiers des marchandises contrefaisantes saisies en France en 2003 n'étaient pas destinés au marché national⁴². En effet, pour tromper la vigilance des autorités douanières, les contrefacteurs recourent à la technique de l'acheminement indirect. Il s'agit en fait de dissimuler l'origine du produit en le faisant passer par plusieurs territoires différents avant de l'envoyer vers sa destination finale.

Les exemples illustrant cette tactique sont nombreux :

- En septembre 2003, près de 15 000 paires de lunettes contrefaisantes, d'une valeur de 1 262 650 euros sur le marché français, ont été saisies à Roissy. En provenance de Dubaï, premier port mondial de la contrefaçon, les chargements étaient destinés à Abidjan⁴³.
- Les douaniers de la cellule de ciblage du fret de Roissy ont saisi en décembre 2003 près de 245 000 étiquettes de contrefaçon reprenant les marques Lacoste,

⁴⁰ Cf. *Le Parisien*, le 14 novembre 2004, "Saisie de 35.000 sacs Vuitton contrefaits".

⁴¹ Cf. www.unifab.com

⁴² Circulaire précitée du 9 août 2004.

⁴³ AFP Fil général, 26 septembre 2003.

Timberland, Nike et Ecko. En provenance de Hong Kong, elles devaient être acheminées au Maroc.

- De même, il est arrivé de constater, par exemple, que des marchandises contrefaisantes produites en Chine et destinées à la Russie transitaient par l'Allemagne et la Finlande.

La complexité de ces circuits internationaux est d'autant plus grande que les routes changent constamment. Les contrefacteurs tentent de masquer au mieux l'origine des produits afin de ne pas éveiller les soupçons des douaniers. C'est pourquoi, en général, chaque produit contrefaisant a son propre circuit de passage et de distribution. Il n'existe pas de réseaux classiques et constants mais une multitude de pays de transit, choisis le plus souvent en fonction du manque de rigueur des contrôles qui y sont effectués.

Certains lieux constituent néanmoins des plaques tournantes. Tel est le cas notamment de ports comme Anvers ou Amsterdam, et d'aéroports comme Schipol ou Roissy. De même, hors de l'Union Européenne, Dubaï, Hong Kong ou certains ports des Etats-Unis constituent des lieux privilégiés pour le transit.

En outre, les contrefacteurs utilisent tous les moyens de transport quels qu'ils soient (aérien, terrestre et maritime) et n'hésitent pas à recourir aux transports les plus rapides. A cet égard, Jean Bièche, responsable de la cellule ciblage des douanes de Roissy, estime que : « *la configuration de l'aéroport de Roissy, dont les temps de transit des marchandises sont de plus en plus courts (de 45 minutes à une heure), est un atout pour les contrefacteurs* »⁴⁴.

Pour conclure, citons Laszlo Kovacs, le Commissaire européen responsable de la Taxation et de l'Union douanière, qui, lors d'une conférence de presse donnée le 8 février 2005, a déclaré à ce sujet : « *Toutes ces techniques et les routes indirectes qu'empruntent de nombreux chargements sont des méthodes similaires à celles des trafiquants de drogues, ce qui indique clairement le type d'organisations auxquelles nous avons affaire* »⁴⁵...

E/ L'ORGANISATION ELABOREE DE LA DISTRIBUTION DE DETAIL

Un article du « Républicain Lorrain » en date du 15 décembre 2004 fait état du démantèlement d'un petit réseau de contrefacteurs dans l'est de la France. Les délinquants écoulaient leur maroquinerie contrefaisante "*dans leur famille ou au sein de leur cercle d'amis*"⁴⁶. Ce cas est remarquable de par son caractère tout à fait exceptionnel. En effet, aujourd'hui, les contrefacteurs disposent généralement de réseaux de distribution structurés et organisés sur le modèle commercial, qui sont en mesure d'écouler rapidement les quantités industrielles de produits contrefaisants.

Il convient donc de souligner l'importance de la force de vente des contrefacteurs. Un récent article paru dans un important quotidien mauricien analysait ainsi : "*Pour que le business continue à être profitable et afin de prendre en charge les différentes commissions*

⁴⁴ « Cartier, Lacoste, Nike : des contrefaçons qui se comptent par tonne », Agence France Presse économique, 18 juillet 2002.

⁴⁵ Conférence de presse du 8 février 2005, « Stepping up action against counterfeiting and piracy ».

⁴⁶ Cf. Le Républicain Lorrain, "Trafic de contrefaçons pour arrondir les fins de mois", 15 décembre 2004.

des multiples protagonistes, il faut un système de redistribution élargi qui comprend autant de revendeurs de rue que certains magasins"⁴⁷.

Mais, au-delà de la vente à la sauvette, les contrefacteurs écoulent parfois leur marchandise "au grand jour", par le biais de marchés (cf. le cas célèbre de Vintimille) ou de magasins ayant pignon sur rue (cf. le cas de la rue de Brabant à Bruxelles⁴⁸).

Les contrefacteurs ont également recours, désormais, à de véritables techniques de vente commerciale. C'est ainsi que les produits contrefaisants sont fréquemment offerts à la vente par le biais de publicités ou de catalogues. Internet ouvre également de nouveaux canaux de distribution : il n'est pas rare de recevoir des spam proposant l'acquisition de (faux) "Viagra" ou de logiciels contrefaisants à des prix dérisoires. Certains contrefacteurs proposent également, sur un site consacré à leur commerce, la vente en gros de contrefaçons de nombreuses marques. Parfois le paravent des enchères « on line » est utilisé, ce qui est plus dangereux pour le consommateur qui est alors facilement trompé.

A ce sujet, il faut noter que les contrefacteurs écoulent parfois leurs produits par le biais des réseaux classiques de distribution. Ainsi, durant l'été 2004, une quantité importante de lentilles de contact contrefaisantes (ni correctrices, ni stériles) a été saisie à l'aéroport de Roissy par les agents des Douanes. Ces articles étaient destinés au marché français, et devaient être écoulés chez des opticiens qui, croyant faire une affaire sur une fin de série de produits véritables, en avaient passé commande⁴⁹.

Les contrefacteurs usent également d'autres stratagèmes tels que le mélange de produits authentiques et de produits contrefaisants, principalement pour les produits vendus dans les hypermarchés, les solderies ou dans les réseaux de parfumerie.

De même, les délinquants associent indifféremment la revente à la sauvette de produits contrefaisants à celle de produits authentiques dérobés. C'est ainsi qu'un jeune délinquant bisontin a été arrêté en possession de produits authentiques volés. Alors qu'il « espérait se refaire en achetant des faux au marché aux puces de Marseille », il a en réalité acquis des produits authentiques volés, mêlés à des contrefaçons⁵⁰. Cette affaire permet de souligner les liens ténus entre le marché de la contrefaçon et le vol de stocks de produits authentiques.

Enfin, les contrefacteurs n'hésitent pas à recourir à des montages juridiques et à des sociétés-écrans, brouillant ainsi les pistes et compliquant le travail des enquêteurs. Ainsi, en février 2005, plus de 141 000 rasoirs jetables contrefaisants en provenance de Chine ont été saisis dans des entrepôts à Meaux. Le propriétaire des entrepôts, a été mis en examen pour importation, détention, et offre à la vente de marchandises contrefaisantes ainsi que faux et usage de faux et travail dissimulé. L'enquête préliminaire a révélé que le suspect écoulait sa production par le biais de quatorze solderies dont il n'était pas officiellement propriétaire mais qui étaient en fait effectivement contrôlées par lui. Près de quarante salariés travaillaient pour ces entreprises, situées dans l'Aube, l'Aisne, la Sarthe ainsi qu'en région parisienne et regroupées dans deux sociétés, « Le Bouclier » et « La perle d'Orient ».

⁴⁷ Cf. L'Express de l'Ile Maurice, "Piratage: un business lucratif", 28 décembre 2004.

⁴⁸ Voir à cet égard l'enquête du quotidien belge Le Soir, "La contrefaçon finance le terrorisme", mercredi 18 août 2004.

⁴⁹ Sur ce problème, voir le site mis en place par Johnson & Johnson: www.acuvue.com.fr

⁵⁰ « Vuitton : Besançon avant Paris », L'Alsace, 11 décembre 2002.

Aujourd'hui, la contrefaçon est donc devenue une forme de criminalité organisée avec ses spécialistes de la production selon les secteurs industriels concernés, ses financiers, ses logisticiens, ses importateurs, grossistes et distributeurs jusqu'au consommateur final.

En définitive, la contrefaçon se présente comme une activité particulièrement attractive pour les réseaux criminels puisqu'elle génère un maximum de profits tout en exposant les délinquants à un risque pénal toujours actuellement limité.

En conséquence, on ne peut s'étonner que les réseaux criminels voient dans la contrefaçon un investissement facile et rentable pour "faire fructifier" les sommes colossales d'argent sale provenant des divers trafics dont ils disposent.

La contrefaçon entretient en effet des liens avec d'autres formes d'activités criminelles et ses réseaux coopèrent ou s'imbriquent avec ceux des organisations criminelles connues.

II/ CONTREFAÇON ET AUTRES FORMES DE CRIMINALITE ORGANISEE

Le 28 février 2005, lors d'un colloque sur le traitement pénal de la contrefaçon organisé par l'Indicam⁵¹, le Procureur national anti-mafia Pier Luigi Vigna a déclaré que, cette année, sur 1800 jugements traitant de contrefaçon, 1400 affaires présentaient un lien direct avec d'autres formes de criminalité, 200 des liens indirects.

En effet, des indices convergents démontrent que les contrefacteurs sont de plus en plus fréquemment associés à d'autres activités criminelles (A) ou à des organisations mafieuses (B) qui cherchent des sources de financement et organisent alors une répartition quasi tayloriste des tâches.

A/ LIENS AVEC D'AUTRES ACTIVITES CRIMINELLES

L'implication du grand banditisme et des groupes terroristes dans la violation des droits de propriété intellectuelle est aujourd'hui un fait avéré et officiellement reconnu.

Ainsi, le 15 janvier 2005, à l'occasion de la présentation des statistiques de la délinquance pour l'année 2004, le Ministre de l'Intérieur, Monsieur de Villepin, a insisté sur « *les connexions entre des individus liés au terrorisme international, des trafiquants de stupéfiants, des chefs de réseaux de contrefaçon* ». « Le nœud de tous ces réseaux, a-t-il déclaré, c'est le financement. »⁵².

En effet, le commerce du faux fait classiquement appel à d'autres formes d'activités criminelles telles que la traite des êtres humains et l'immigration ou le travail clandestins (1). L'Union des Fabricants a également relevé l'existence de liens étroits entre la contrefaçon et d'autres types de criminalité de profit tels que le trafic de stupéfiants (2).

⁵¹ Organisation italienne de lutte contre les atteintes à la propriété intellectuelle, www.indicam.it

⁵² Cf. Nord Éclair, « Délinquance, baisse de 3,76% en 2004 », 15 janvier 2005.

D'autre part, il apparaît que les contrefacteurs se rendent parfois coupables de pressions, chantages, menaces et violences qui peuvent aller jusqu'à l'homicide (3). Enfin, les informations recueillies depuis quelques années prouvent l'existence de connexions entre les réseaux de contrefacteurs et certaines organisations terroristes (4).

1/ Infractions à la législation sociale et sur les étrangers

Les contrefacteurs utilisent traditionnellement des travailleurs clandestins, main d'œuvre bon marché, soumise et plus que rentable.

Ainsi, en novembre 2004, juste avant les fêtes de Noël, des milliers de contrefaçons de jouets de marques célèbres ont été saisis à Madrid dans deux entrepôts appartenant à des individus de nationalité chinoise. Dans un communiqué de presse, la police a expliqué que les jouets contrefaisants étaient fabriqués en Orient « *par des entreprises qui font travailler des mineurs, main d'œuvre bon marché et exploitée dans des conditions inhumaines* »⁵³.

Mais les contrefacteurs font également travailler des clandestins dans les pays européens destinataires des marchandises contrefaisantes. Une enquête du journal *le Parisien* sur l'implantation des mafias chinoises en France révélait ainsi récemment qu'« à Paris et dans les grandes villes de province, des travailleurs illégaux confectionnent dans des ateliers clandestins des produits portant une griffe française »⁵⁴.

L'Italie est également victime de ce phénomène. De nombreux ateliers illégaux de travailleurs clandestins d'origine asiatique sont ainsi implantés dans la région de Florence. Plus au sud, à Naples, la police italienne a saisi 4.000 sacs de marques et a perquisitionné un atelier clandestin en juillet 2002. Ce dernier était équipé de machines très perfectionnées et employait clandestinement 17 personnes⁵⁵.

Pour bien mesurer l'envergure et le caractère extrêmement structuré des réseaux auxquels on a affaire, il faut savoir que ce sont souvent les mêmes organisations criminelles qui organisent la production massive de faux et l'entrée des clandestins sur le territoire. Les différentes branches d'une même mafia se spécialisent ainsi de façon quasi tayloriste : l'une fournit la main d'œuvre nécessaire à la production d'une autre, ce qui dégagera les fonds nécessaires au financement éventuel d'une autre activité illicite. Dans un article de presse publié en septembre 2002 concernant la piraterie musicale en Espagne, le sergent Pastor de l'Unité Centrale des Opérations (UCO) de la garde civile espagnole expliquait très bien ce lien entre passeurs et contrefacteurs : « *le piratage est le fait de bandes internationales parfaitement organisées. (...) Un réseau s'occupe de faire venir les clandestins, qui sont obligés de travailler pour payer leur dette à leur passeur. Certains vendent dans la rue, d'autres gravent les disques, font les pochettes ou s'occupent de la distribution* ». Le journaliste précise ensuite que « *les chefs des réseaux achètent en grande quantité graveurs, ordinateurs et CD vierges et louent des appartements et des caves, où s'entassent des dizaines de clandestins exploités, dans des conditions d'hygiène à la limite du supportable, pour copier des disques 24 heures sur 24. Dans le quartier de Lavapiès, qui abrite de nombreux sans-papiers près du centre ville, la police a découvert, début mai, plus de 7 000 disques et 180 000 pochettes numérisées dans les sous-sols d'un vieil immeuble en travaux où vivaient trois Equatoriens* »⁵⁶.

⁵³ Cf. dépêche AFP du 1er décembre 2004.

⁵⁴ Cf. *Le Parisien*, « La mafia chinoise infiltre », 14 novembre 2004.

⁵⁵ AFP, 4 juillet 2002.

⁵⁶ *Epok*, 29 septembre 2002.

2/ Trafic de stupéfiants

De nombreuses affaires rapportées par la presse confirment l'existence de relations étroites entre la contrefaçon et le trafic de drogue. Il n'est pas rare, en effet, qu'une enquête sur un réseau de contrefacteurs mène aux stupéfiants ou vice versa.

- Ainsi, en septembre 2004, un réseau de trafiquants de drogues (héroïne et cocaïne) a été démantelé à Pont-Sainte-Maxence, dans l'Oise. Or, les investigations ont permis de découvrir que les stupéfiants étaient loin d'être le seul fonds de commerce des trafiquants. Ceux-ci avaient mis en place un « véritable petit supermarché de l'économie souterraine » : des quantités importantes de produits contrefaisants, mais aussi des objets volés et des yes-cards ont ainsi pu être saisis⁵⁷.

Plus récemment, en février 2005, une douzaine de personnes ont été interpellées à Bordeaux et placées en détention provisoire ou sous contrôle judiciaire dans le cadre du démantèlement d'un réseau de trafiquants de cocaïne entre la France et l'Espagne. Lors de cette opération, les policiers du GIR Aquitaine et de la sûreté de Bordeaux ont saisis plus d'un kilo de cocaïne et deux kilos de résine de cannabis, mais aussi des contrefaçons de maroquinerie de luxe, des armes et des cartes bancaires falsifiées⁵⁸.

- A l'inverse, c'est parfois une enquête en matière de contrefaçon qui conduit incidemment aux stupéfiants. Ainsi, en octobre 2004, le contrôle inopiné de colis en provenance de Chine a permis aux douaniers messins de mettre la main sur un trafic de produits de maroquinerie contrefaisants. Mais la perquisition au domicile du destinataire a également révélé l'existence d'un trafic de stupéfiants et la saisie de quantités significatives de cocaïne et d'amphétamines⁵⁹.

De même, en décembre 1998, les Douanes anglaises ont effectué un raid dans une petite usine qui produisait et stockait d'importantes quantités de produits contrefaisants tels que des vêtements de sport, sacs de luxe, parfums et champagnes de 52 marques différentes. Le propriétaire de cette usine était également impliqué dans d'autres activités criminelles et a finalement été arrêté en août 2001 pour trafic de stupéfiants.

Un rapport de l'IFPI mentionne également l'exemple d'une opération de grande envergure menée en octobre 2001 par les forces spéciales de la police tchèque pour lutter contre le trafic des CD piratés. Des perquisitions ont été effectuées et ont permis de saisir d'importantes quantités de disques mais également de larges quantités de drogue⁶⁰.

Il ne s'agit là que de quelques uns des très nombreux exemples illustrant ce phénomène. Cela prouve que, le plus souvent, trafic de stupéfiants et trafic de produits contrefaisants ne sont pas deux commerces illicites indépendants mais deux branches d'une même activité criminelle. En effet :

⁵⁷ Cf. Le Parisien édition Oise, « Un réseau de trafiquants démantelé à Pont », 23 octobre 2004.

⁵⁸ Cf. Bordeaux 7, « Un réseau de trafic de cocaïne démantelé », 25 février 2005.

⁵⁹ Cf. Le Républicain Lorrain, « Les saisies de contrefaçons conduisent aux stupéfiants », 28 octobre 2004.

⁶⁰ Rapport de l'IFPI, Global anti-piracy actions worldwide – 1, 2001

- Ils sont souvent le fait des mêmes personnes ou des mêmes organisations. De fait, il ressort des avis de recherche lancés par Interpol qu'il est courant que les mêmes personnes soient recherchées pour trafic de drogue et pour contrefaçon⁶¹.
- Ils s'appuient sur les mêmes moyens logistiques. Ainsi, dans une interview accordée au journal *Le Point*, Pascal Nègre, PDG de Universal Music France, a déclaré qu'il s'attachait à combattre « *la piraterie mafieuse qui utilise les même bateaux pour passer de la cocaïne ou les contrefaçons de U2* »⁶². Ainsi, lors de la 1^{ère} conférence internationale d'Interpol sur la propriété intellectuelle qui s'est tenue à Lyon les 15-16 novembre 2001, Walter N. CLEMENTS, directeur associé de Procter & Gamble, a déclaré qu'une saisie, opérée à Londres en novembre 2000, avait permis de découvrir 22.000 produits contrefaisant la marque « HEAD & SHOULDERS » dans des locaux qui servaient également au trafic de drogue.
- Ils suivent les mêmes routes et utilisent les mêmes techniques pour déjouer la vigilance des autorités. Ainsi, d'après Christophe Zimmerman, expert français auprès de la Commission Européenne, les techniques de passage des frontières utilisées par les contrefacteurs et par les trafiquants sont très souvent identiques : doubles fonds, nombreuses ruptures de charge, imprécision des lettres de transport aérien...
- Ils se financent l'un l'autre, les profits dégagés par un trafic étant « réinvestis » dans le second. Ainsi, en 2003, un vaste trafic de contrefaçon et de cannabis en provenance de Thaïlande a été démantelé. L'argent de la drogue permettait l'achat en Thaïlande de marchandises contrefaisantes destinées à la revente en France⁶³. De même, aux Etats-Unis, en juillet 2002, la police a découvert 5000 fausses Rolex et faux stylos Mont-Blanc à l'occasion d'un raid organisé dans le cadre d'un trafic de stupéfiants. Il a été prouvé par la suite que l'argent de la drogue était réinjecté dans la commerce des faux et servait à financer la production des produits contrefaisants.⁶⁴ A l'inverse, c'est parfois la contrefaçon qui finance les autres trafics. Ainsi, l'IFPI⁶⁵ rapporte le cas d'un trafic de CD contrefaisants démantelé en octobre 2001 au Mexique, où tout portait à croire que les profits de la piraterie étaient investis dans la drogue et la prostitution⁶⁶.

3/ Pressions, chantages, menaces et violences

Dans certains pays, comme le Mexique ou la Russie, l'implication avérée d'organisations criminelles dans la contrefaçon représente une telle menace que les titulaires de droits s'inquiètent de la sécurité de leur personnel spécialisé en propriété intellectuelle et parfois même n'osent pas agir pour la défense de leurs droits⁶⁷.

Selon plusieurs entreprises membres de l'Union des Fabricants, les contrefacteurs n'hésitent pas à menacer les industriels.

⁶¹ <http://www.interpol.int/public/Wanted>

⁶² « Disque : la grande forme », *Le Point*, 18 janvier 2002.

⁶³ « Trafic de cannabis et contrefaçons en famille », République du Centre, 27 septembre 2003

⁶⁴ White Paper « International/Global intellectual property theft: links to terrorism and terrorist organizations », IACC, 5 juin 2003.

⁶⁵ International Federation of the Phonographic Industry.

⁶⁶ « Precipitous of recent examples indicating 'organised crime' involvement in music piracy », IFPI. Cf. www.ifpi.org.

⁶⁷ « Submission of the International AntiCounterfeiting Coalition to the United States Trade Representative », IACC, 12 février 2004.

C'est ainsi que des actions n'ont pu aboutir au Maghreb, dans des zones protégées par des islamistes intégristes, ou en Macédoine.

Plus précisément, en Malaisie, en juillet 2001, le président d'un conseil municipal a été menacé de mort du fait de ses actions énergiques menées contre des commerçants de VCD (Video Compact Disc) illégaux⁶⁸.

En Turquie, les avocats d'une société de produits de luxe ont été victimes d'agressions à deux reprises au cours de l'année 2002 lors d'opérations de saisies contrefaçon sur des marchés à Istanbul et Kusadasi.

En Russie, Konstantin Zemenchov, Directeur du RAPO (homologue russe de l'ALPA, Association de lutte contre la piraterie audiovisuelle), a été victime le 24 novembre 2002 d'une tentative de meurtre. Dans cette affaire, tout laisse à penser que cette attaque est en rapport avec des raids menés quelques jours auparavant qui avaient permis la saisie de 117 000 DVD piratés et de 1 060 000 pochettes de haute qualité.

D'ailleurs, peu après l'attaque subie par Konstantin Zemenchov, une usine fabriquant des disques optiques a été découverte près de Moscou : 500 000 CD ont été saisis et les officiers ont saisi une chaîne de montage permettant la fabrication de CD et de DVD⁶⁹.

Enfin, en février 2005, la lutte contre la contrefaçon a fait une victime à Chang Chun, capitale de la province de Jilin, dans le Nord de la Chine. Un chef d'équipe de la brigade d'investigation économique de l'AIC (Administration for Industry and Commerce) a en effet été poignardé dans son bureau. Le coupable est un distributeur local d'alcool contrefaisant. L'officier assassiné avait dirigé une opération menée en janvier 2005 contre celui-ci, opération qui avait permis la saisie de 1204 caisses de vin et spiritueux contrefaisants. Malgré les appels répétés du contrefacteur à « l'indulgence », l'officier avait toujours refusé de fermer les yeux sur ce commerce et avait engagé des poursuites, conformément à la loi. Le coupable a également agressé une personne qu'il soupçonnait d'avoir renseigné les autorités sur ses activités⁷⁰.

4/ Terrorisme

Le 18 janvier 2005, dans un discours adressé au JETRO (Japan External Trade Organisation), le Directeur général des douanes et droits indirects Monsieur Mongin a déclaré que, souvent, *« les réseaux au service de la contrefaçon ne sont plus qu'une composante de véritables « holdings » mafieuses mêlant trafic de stupéfiants et d'armes, contrebande de tabac, prostitution, au profit de la délinquance de droit commun, mais aussi parfois de causes fondamentalistes voyant là un moyen expédient de banaliser le financement du terrorisme »*.

La proximité de certains contrefacteurs avec des réseaux terroristes est donc avérée. Le Parlement européen lui-même s'est inquiété récemment de ce que *« les réseaux de la criminalité organisée qui sont responsables des marchandises pirates utilisent les bénéfices provenant du piratage et de la contrefaçon pour financer le trafic de drogue et le*

⁶⁸ IIPA Special 301 Letter to USTR, 13 février 2004, www.iipa.com/pdf/2004SPEC301COVERLETTER.pdf

⁶⁹ « Russia, attack on RAPO head occurs same time frame as massive warehouse raid and action against optical disc plant », document interne.

⁷⁰ Source interne Unifab.

terrorisme »⁷¹. Il faut toutefois souligner l'extrême difficulté à laquelle se heurtent les autorités pour réunir des preuves formelles des liens existant entre contrefaçon et activités terroristes. En effet, il est très délicat de suivre le flux des transactions financières qui, dans ce domaine, se font généralement en espèces et dans l'ombre, en suivant des circuits complexes et secrets⁷².

Ceci étant précisé, l'implication des organisations terroristes dans le trafic de produits contrefaisants peut être de deux ordres⁷³ :

- Une implication directe.

Ici, le groupe terroriste organise et dirige la production et la distribution des biens contrefaisants et reçoit directement les profits générés. La contrefaçon est alors une des branches de son activité criminelle, très souvent la plus lucrative, qui permet le financement des autres.

Ainsi, on sait que des groupes dissidents paramilitaires d'Irlande du Nord financent leur activité terroriste par la vente de produits contrefaisants (cigarettes) ou piratés (DVD « Le roi lion »)⁷⁴. Interpol estime que ces organisations contrôlent les marchés où la plupart des biens contrefaisants sont écoulés et instaurent même parfois une taxation sur les étals des vendeurs qui veulent s'y installer⁷⁵.

- Une implication indirecte.

Ici, l'hypothèse est un peu différente : des militants ou des sympathisants d'organisations criminelles se livrent au commerce de biens contrefaisants et reversent une partie de leurs profits à ces dernières.

Ainsi, lors d'un entretien publié dans le quotidien Le Monde le 12 septembre 2002, Pierre de Bousquet de Florian, Directeur de la DST (Direction de la Surveillance du Territoire), a déclaré que les filières terroristes afghanes subsistaient « *grâce à la délinquance, les braquages, la reproduction des cartes de crédit, voire (...) la contrefaçon de vêtements de marque* »⁷⁶.

Interpol estime également qu'Al Qaida et les groupes affiliés ont reçu entre 300 et 500 millions de dollars de la part de leurs « sympathisants » ces dix dernières années. Cela inclut des fonds ayant pour origine des activités licites comme illicites, et notamment le commerce de biens contrefaisants⁷⁷. Il semble même qu'il existe certains documents relevant de cette organisation qui préconisent aux militants de faire le commerce d'objets contrefaisants pour générer des fonds alimentant les opérations terroristes⁷⁸.

De même, en octobre 2002, une dépêche de l'AFP indiquait que trois suspects avaient été interpellés en région parisienne pour une affaire de contrefaçon de vêtements (70 cartons d'articles contrefaisants). L'enquête a révélé que les suspects

⁷¹ Cf. le texte de la déclaration écrite sur la lutte contre le piratage et la contrefaçon dans l'UE élargie, 26 juin 2003, DC/493224FR.doc.

⁷² Cf. rapport précité de L'IACC, "White paper, Intellectual property theft : links to terrorism and terrorist organisations".

⁷³ On se réfère ici à la distinction opérée par Interpol mais aussi au rapport final du CEIPI, « Impact de la contrefaçon et de la piraterie en Europe » 9 juillet 2004.

⁷⁴ Cf. International Anti Counterfeiting Coalition (USA), "White paper: the negativ consequences of international intellectual property theft", janvier 2005.

⁷⁵ Cf. document précité « Links between intellectual property crime and terrorist financing » et le rapport précité du CEIPI.

⁷⁶ « Al Qaida peut frapper le moment voulu », Le monde, 12 septembre 2002.

⁷⁷ Cf. note 58.

⁷⁸ Cf. rapport du CEIPI précité.

avaient été identifiés dans le passé comme appartenant au GSPC (Groupe Salafiste pour la Prédication et le Combat) et qu'ils avaient été condamnés pour faits de terrorisme⁷⁹.

De la même façon, en novembre 2003, un trafic de contrefaçons organisé entre la France et l'Italie a été démantelé ; 13 membres de la phalange El Hijdra Oua Etakfir ont été arrêtés. Ils sont suspectés d'avoir fourni des armes et des faux papiers à des terroristes algériens via un réseau financé grâce à la contrefaçon de vêtements⁸⁰.

Toujours d'après le rapport précité de l'IACC, le FBI aurait réuni de solides éléments prouvant que les terroristes qui ont posé une bombe au World Trade Center en 1993 avaient financé leur activité en vendant des vêtements contrefaisants dans un magasin de Broadway⁸¹. De même, en 1996, le FBI a saisi 100.000 faux Tshirts portant la marque Nike ou le logo olympique. Le trafic, qui devait générer des millions de dollars, était organisé par des disciplines de Sheik Omar Abdel Rahman, un immam qui a par la suite été condamné à 240 années de prison pour avoir fomenté un plan en vue de poser des bombes dans les lieux fréquentés de New-York.

Les liens entre le terrorisme et les activités de contrefaçons ont fait l'objet de nombreuses enquêtes de journalistes. Parmi celles-ci, on citera notamment :

- Roslyn A. Mazer, avocate, journaliste a fait partie de la Division Criminelle du Département Américain de la Justice. Elle est l'auteur d'une étude sur la contrefaçon et ses liens avec d'autres formes d'activité criminelle dans laquelle elle explique que « *de récents développements suggèrent que bien des gouvernements suspectés de soutenir Al Qaïda, sont sympathisants, corrompus par, ou à tout le moins ignorants du trafic hautement lucratif de la contrefaçon et des produits piratés susceptibles de générer d'énormes flux d'argent au profit des terroristes* ». Elle illustre ses propos en donnant quelques exemples des plus évocateurs⁸².
- Salima TLEMÇANI, auteur d'un article intitulé « Trafic d'armes en Europe / Les filières du GIA », indique que « *au sud de l'Europe, l'Espagne constitue, après Marseille, une deuxième porte d'entrée pour la drogue, les produits de contrefaçon et de contrebande, grâce auxquels les islamistes financent généralement leurs activités* ».

5/ Autres activités illicites

Il ne s'agit là que de quelques illustrations des liens unissant contrefaçon et criminalité organisée. Les articles parus dans la presse, le témoignage des autorités compétentes (police, gendarmerie, douanes, DGCCRF...) et des entreprises adhérentes à l'Union des Fabricants démontrent l'implication des contrefacteurs dans de nombreuses autres activités illicites. Ainsi, rien qu'en examinant l'actualité récente, on peut citer :

⁷⁹ « Trois islamistes présumés interpellés dans une affaire de contrefaçon de vêtements », Agence France presse Mondiale, 17 octobre 2002.

⁸⁰ « Un réseau de contrefaçon, peut-être lié au terrorisme, démantelé », Le Monde, 19 novembre 2003.

⁸¹ Cf. rapport précité. Cf. aussi l'interview accordée le 31 janvier 2003 à la station de radio WNBC par Tim Trainer, président de l'IACC, « Counterfeit cash ? », WNBC New York, 31 janvier 2003.

⁸² « From T-Shirts to Terrorism », Washington Post, 30 septembre 2001.

- Le trafic d'armes

En août 2000, deux personnes ont été arrêtées par la police grecque. Lors d'une perquisition, des munitions et explosifs ont été découverts à côté de CD piratés et du matériel nécessaire au piratage.

En septembre 1999, en Hollande, un des plus importants trafics de CD piratés a été mis à jour. Les raids ont notamment permis de découvrir des sommes importantes d'argent liquide ainsi que nombreuses armes⁸³.

- Le vol en bande organisée

En mars 2004, un réseau de contrefacteurs qui écoulait de fausses paires de Nike en Seine Saint-Denis a été démantelé par la Gendarmerie. Les individus sont également poursuivis dans une affaire de vol de fret sur les aires d'autoroutes.

En juin de la même année, en Haute-Garonne, la cellule de veille anti-cambriolage de la Gendarmerie a saisi trois tonnes de produits contrefaisants à l'occasion d'une enquête sur une série de vols avec effraction⁸⁴.

- Les escroqueries à la carte bancaire

En septembre 2004, trois individus ont été mis en examen et placés en détention provisoire à Lyon dans le cadre d'une affaire d'escroquerie à la carte bancaire et d'un trafic de maroquinerie de luxe contrefaisante⁸⁵.

- Les affaires de mœurs (trafic d'images pédophiles, prostitution et proxénétisme)

En octobre 2004, un pirate informatique (CD, DVD, CD-Rom) a été arrêté à Noisy-le-Grand. Dans le catalogue du délinquant, qui comptait quelques 4000 articles, se trouvaient des films à caractère pédophile⁸⁶.

B/ LIENS AVEC DES GROUPES CRIMINELS ORGANISES

Dans un rapport datant de 1998, l'OTAN souligne l'implication des groupes criminels organisés dans la violation des droits de propriété intellectuelle⁸⁷ et des membres du gouvernement de Taiwan et de Malaisie ont officiellement reconnu l'implication des groupes criminels organisés dans les activités de contrefaçon⁸⁸.

En fait, selon Iain Grant de la Fédération Internationale de l'Industrie Phonographique (IFPI), les groupes criminels organisés seraient impliqués dans 65 à 70% des affaires de piratage⁸⁹.

⁸³ "Precis of recent examples indicating 'organised crime' involvement in music piracy", IFPI

⁸⁴ Cf. source interne Unifab.

⁸⁵ Cf. dépêche AFP du 21 septembre 2004, « Trois camerounais écroués pour escroquerie et trafic de contrefaçons ».

⁸⁶ Cf. Le Parisien édition Seine Saint-Denis, « Des films à caractère pédophile dans la collection du pirate », 23 octobre 2004.

⁸⁷ « Le crime organisé transnational : une menace croissante pour le marché mondial », OTAN, Commission économique, 1998, www.nato.int

⁸⁸ « Submission of the International AntiCounterfeiting Coalition to the United States Trade representative », IACC, 13 février 2003.

⁸⁹ Discours de Iain Grant, Head of Enforcement, IFPI, « Forum européen pour la prévention du crime organisé », Bruxelles, 30 janvier 2003.

Effectivement, il existe des éléments de preuve tangibles démontrant que le lucratif business des contrefaçons attire les mafias et les groupes terroristes de tous bords et de toutes origines. En voici quelques illustrations.

Hezbollah

En février 2000, un individu suspecté de récolter des fonds pour le Hezbollah avait été arrêté pour piratage informatique. Il a par la suite été prouvé que le prévenu vendait des CD audio, des jeux Sega, Sony et Nintendo pour financer une organisation affiliée au groupe terroriste. Une partie des disques découverts contenait d'ailleurs des images et des films d'attaques terroristes ainsi que des interviews avec des poseurs de bombes. Ces images auraient été utilisées comme propagande pour le Hezbollah⁹⁰.

Plus récemment, la nécessité de développer des stratégies actives pour contrer l'utilisation croissante de la contrefaçon dans le financement du terrorisme a encore été rappelée lors d'une rencontre entre les législateurs américains et européens. Le Secrétaire Général d'Interpol, Ronald K. Noble, a détaillé à cette occasion une affaire datant d'octobre 2003. Les autorités libanaises ont en effet découvert à Beyrouth des conteneurs remplis de plaquettes de freins et d'amortisseurs contrefaisants d'une contre-valeur d'1 million d'euros. L'enquête a révélé que les profits de la livraison étaient destinés à des sympathisants du Hezbollah⁹¹.

Comme dans le cas des groupes fondamentalistes européens, on pense que les fonds générés sont remis à l'organisation terroriste par des voies indirectes, selon le schéma suivant : les marchandises contrefaisantes produites en Europe sont envoyées dans une zone de libre échange en Amérique du Sud par un groupe de sympathisants libanais du Hezbollah. Les biens contrefaisants sont alors envoyés dans un pays tiers destinataire, en contrebande pour ne pas payer les taxes à l'importation. Là, ils sont vendus par un réseau de sympathisants et de militants. Une partie des sommes ainsi générées est remise à l'organisation.

Camorra italienne

En Italie, la fabrication du faux autour de Naples est aux mains de la Camorra. Selon un rapport de l'IFPI et les informations fournies par le procureur général de Naples, 100 gangs de la Camorra sont actifs dans ce domaine et sont impliqués dans les trafics de drogue, d'armes, d'extorsion et de contrefaçons.

Un rapport du FBI consacré au crime organisé confirme l'implication de la Camorra dans les activités de contrefaçons⁹². Frédéric Hacourt, correspondant italien de *La libre Belgique* a décrit ainsi cette mafia napolitaine : « *La Camorra est constituée de bandes familiales au territoire restreint, souvent antagonistes et en mouvement continu, ce qui la rend fortement imprenable. Au fil du temps, son business s'est consolidé : racket, contrebande du tabac, drogue et trafic de déchets toxiques vers des décharges illégales. Le tout est estimé à 16 milliards d'euros dont profitent au moins 4 000 affiliés répartis en 20 clans (...)* »⁹³

⁹⁰ Cf. Texte précité du discours public de R. K. Noble, « The links between intellectual property crime and terrorist financing ».

⁹¹ Communiqué de presse n° 11/2004, Interpol.

⁹² "Organised crime section", FBI, www.fbi.gov/hq/cid/orgcrime/Icon/ioc.htm

⁹³ Cf. *La libre Belgique*, « La camorra relève la tête à Naples », 25 novembre 2004.

Plusieurs interviews avec la police indiquent effectivement que divers «clans» investissent l'argent obtenu grâce à la distribution de la drogue et de la contrebande dans la contrefaçon et le commerce de biens numériques piratés (CD notamment).

Leurs connections avec des mafias d'Europe de l'Est leur permettent ainsi d'importer de grandes quantités de produits contrefaisants de pays tels que la Bulgarie ou l'Ukraine⁹⁴. Une enquête réalisée dans la région de Strasbourg et en Ile-de-France au sujet de vendeurs ambulants d'origine italienne a également conduit à mettre à jour une filière de revente de contrefaçons d'appareils photo « Canon » fabriquées en Chine. Ce trafic était le fait d'italiens originaires de Naples ayant apparemment des liens avec la mafia locale⁹⁵.

Cette implication du crime organisé napolitain dans le trafic des contrefaçons est corroborée par le témoignage d'un chef mafieux qui, au cours d'une audience, a exposé le rôle du crime organisé italien dans la piraterie musicale ; il a ainsi décrit devant le tribunal comment la Camorra gagnait quelque 100 000 euros par semaine avec le trafic de drogue, l'extorsion et le piratage d'enregistrements musicaux⁹⁶.

Séparatistes tchéchènes

Interpol rapporte le cas d'une affaire datant de 2000, en Russie, dans laquelle des groupes de rebelles tchéchènes et des organisations terroristes ont bénéficié de la vente de biens contrefaisants. Ainsi, une opération conjointe des autorités russes et des industriels a abouti au démantèlement d'une manufacture de CD piratés. Selon la police, cette fabrique de CD était une source de financement pour les séparatistes tchéchènes. La manufacture de CD était dirigée par des réseaux mafieux tchéchènes qui remettaient les fonds aux rebelles. Le FSB estime que les revenus moyens mensuels de l'organisation criminelle s'élevaient à environ 600 000 dollars. De nombreux explosifs et des armes ont également été confisqués par la police au cours des raids aux résidences des suspects.

Al Qaida et groupes terroristes affiliés

Interpol rapporte l'existence de liens entre Al Qaida et les réseaux de contrefaçons. Les douanes danoises ont trouvé dans un chargement arrivant de Dubaï par bateau plus de 1000 caisses remplies de produits cosmétiques contrefaisants. Le chargement était destiné au Royaume-Uni. Les autorités britanniques ont par la suite révélé que le destinataire final des marchandises contrefaisantes était un membre du réseau Al Qaida. L'enquête internationale a associé les services de renseignements de trois pays : le Danemark, le Royaume-Uni et les Etats-Unis, mais il est difficile de savoir si les fonds générés par le trafic étaient directement et intégralement remis à Al Qaida ou si une partie seulement était destinée à alimenter le réseau terroriste. Le Secrétaire général d'Interpol a expliqué qu'il est possible aussi qu'une partie des sommes dégagées par le trafic de biens contrefaisants ait été indirectement versée à Al Qaida par l'intermédiaire de dons ou d'aumônes religieuses (cf. zakat) versés par l'intermédiaire d'associations ou de mosquées. R. K. Noble a aussi déclaré que certains militants de ses organisations terroristes, lorsqu'ils n'étaient pas en service actif, continuaient tout de même à soutenir le réseau en dégageant des fonds grâce à des activités illicites du type commerce de contrefaçons ou fraude à la carte bancaire⁹⁷.

⁹⁴ AFP, 19 juillet 2002 et « Italian organized crime », www.fbi.gov/hq/cid/orgcrime/Isn/ioc.htm

⁹⁵ Le plan d'action de lutte contre la contrefaçon, CNAC, www.industrie.gouv.fr/infopres/presse/cnac.pdf

⁹⁶ www.ifpi.org

⁹⁷ Cf. texte précité du discours de R. K. Noble, « The links between intellectual property crime and terrorist financing ».

Groupes criminels organisés albanais

En Belgique, le port d'Anvers qui connaît un développement des réseaux mafieux albanophones est devenu une plaque tournante de l'importation de produits contrefaisants en provenance d'Asie, comme cela a été rapporté par des magistrats belges lors d'une réunion organisée à Strasbourg en mai 2000.

On sait aussi par Interpol qu'au Kosovo, une part importante des biens de consommation disponibles sur le marché sont contrefaisants (CD, DVD, logiciels, mais aussi chaussures, vêtements, cigarettes...). La vente ces marchandises se fait au grand jour mais très peu de poursuites sont engagées, malgré la relation de longue date qui existe entre les organisations criminelles qui contrôlent ces trafics et les groupes extrémistes albanais. Cette relation est basée tant sur des liens sociaux et politiques que sur des intérêts financiers commun. En effet, R.K. Noble estime que les fonds dégagés bénéficient tant aux organisations criminelles qu'aux groupes extrémistes⁹⁸.

Groupes terroristes d'Irlande du Nord

En Irlande, l'Armée Républicaine Irlandaise (IRA) est impliquée dans des activités de contrefaçon. Lors de la 1^{ère} conférence internationale d'Interpol sur la propriété intellectuelle organisée à Lyon les 15 et 16 novembre 2001, la police irlandaise a affirmé que dans le nord de l'Irlande, les terroristes vendaient des produits contrefaisants ou piratés tels que des CD, des consoles de jeux, des cassettes vidéo et des vêtements de marques afin de financer l'achat d'armes.

A Belfast, en janvier 2003, la presse locale a rapporté qu'un groupe terroriste républicain projetait un attentat à la bombe dans un marché connu pour être un haut lieu de la contrefaçon. L'objectif était une unité de police qui surveillait les contrefaçons dans ce marché⁹⁹.

La presse irlandaise n'hésite plus aujourd'hui à écrire que les groupes paramilitaires recourent « à la fraude, à l'extorsion, à la contrebande, au trafic de drogue, au vol à main armée et à la contrefaçon pour remplir leurs coffres de centaines de millions de livres par an », et plus particulièrement, qu'ils sont impliqués dans « la contrefaçon de billets de banque, de cartes de crédit, le piratage de CD, de biens électroniques et de vêtements griffés »¹⁰⁰.

Groupes du crime organisé d'origine asiatique

Selon les services canadiens de renseignements, « les groupes du crime organisé de souche asiatique » (COSA) sont extrêmement actifs dans la fabrication et la distribution à grande échelle de cartes de crédits contrefaisantes, de logiciels et de supports de divertissement numériques comme les CD et les DVD¹⁰¹.

Il a également été prouvé que les groupes du COSA collaborent activement avec le crime organisé de souche est-européenne, est-indienne et nigériane. Ainsi, à Noël 2002, le BPI (British Phonographic Industry) a enregistré un nombre record de CD pirates importés au Royaume-Uni. Leurs investigations ont confirmé que des groupes mafieux asiatiques

⁹⁸ Cf. note supra.

⁹⁹ « Proving the connection : links between intellectual property theft and organised crime », Alliance Against Counterfeiting and Piracy, www.aacp.org.uk/Proving-the-Connection.pdf

¹⁰⁰ La presse, 27 août 2001, www.cyberpresse.ca/reseau/monde/0108/mon_101080008566.html

¹⁰¹ « Crime organisé de souche asiatique », Gendarmerie royale du Canada, Direction des renseignements criminels, 2002.

bien connus des forces de police importaient ces disques depuis le sous-continent indien. Les demandeurs d'asile afghans étaient ensuite utilisés pour vendre la marchandise dans les rues et les marchés¹⁰²

Ainsi, une récente opération coup de poing menée par les autorités espagnoles a permis le démantèlement d'un vaste réseau de contrefacteurs asiatiques. Les 13 raids lancés simultanément dans la région de Madrid ont permis de saisir 230 000 CD vierges ou enregistrés, 346 graveurs de CD-R, 515 000 boîtes à bijoux, 210 000 pièces de marqueterie et 48 000 euros. Quarante personnes ont été arrêtées, dont les chefs de l'organisation qui étaient chinois¹⁰³.

De même, une étude réalisée par l'un de nos adhérents révèle que les membres de la YAKUZA (mafia japonaise), auparavant connus comme trafiquants et grossistes de contrefaçons, vendent désormais eux-mêmes les produits contrefaisants dans la rue ou les magasins, et se sont étendus à tout le Japon. Ce document souligne d'ailleurs les liens intimes qui existent entre les YAKUZA et la mafia israélienne dans le domaine du marché de la contrefaçon, et plus particulièrement dans celui de la vente de rue¹⁰⁴.

Enfin, en décembre 2002, une enquête menée par des journalistes de *The People*, un périodique anglais, a mis à jour un trafic de DVD pirates en Grande-Bretagne organisé par le groupe criminel chinois des Triades. Les DVD du dernier *Harry Potter* et des *James Bond* inondaient le marché des mois avant leur sortie officielle. Les enquêteurs du journal ont rapporté que, au nombre des vendeurs à la sauvette proposant les DVD, on trouvait des clandestins chinois introduits illégalement sur le territoire britannique par le gang triade des *Snakeheads* qui organise la traite des êtres humains depuis le continent chinois¹⁰⁵.

Clans turcs

Un article paru le 5 juillet 2002 dans le journal turc « Cumhuriyet » indique que le clan BUCAK, a loué quarante magasins à Kusadasi afin d'y vendre des T-shirts, chemises, pantalons et pulls contrefaisant des marques mondialement connues¹⁰⁶. Ce même article précise que ce clan semble détenir le monopole de vente de contrefaçons à Kusadasi.

III/ UNE VERITABLE PRISE DE CONSCIENCE

Les liens avérés entre la contrefaçon et la criminalité organisée ont suscité une prise de conscience réelle qui s'accompagne désormais de mesures effectives tant au niveau national qu'europpéen et international.

A/ SITUATION FRANCAISE

Aspects législatifs

Les autorités publiques françaises semblent avoir pris conscience de la véritable nature du phénomène auquel elles doivent désormais faire face.

¹⁰² Cf. rapport de l'ACG précité, « Proving de connection ».

¹⁰³ « Forum européen de prévention du crime organisé », Discours de Iain Grant, IFPI, Bruxelles, 30 janvier 2003.

¹⁰⁴ « La contrefaçon prospère sur le marché du luxe au japon », Le Monde, 9 octobre 2002.

¹⁰⁵ Cf. rapport précité de l'ACG, « Proving the Connection ».

¹⁰⁶ Cumhuriyet, 5 juillet 2002.

Ainsi, la France a récemment renforcé son dispositif juridique et judiciaire de lutte anti-contrefaçon avec la loi n° 2004-204 du 9 mars 2004 qui aggrave les sanctions pénales encourues et adapte la procédure au caractère organisé des réseaux de contrefacteurs.

➤ Les peines encourues ont donc été aggravées :

- Le délit de contrefaçon est désormais généralement puni de 3 ans d'emprisonnement et de 300 000 euros d'amende, ce qui permet la détention provisoire.
- En matière de marque, la peine encourue est même portée à 4 ans d'emprisonnement et 400 000 euros d'amende dans les hypothèses spécifiques de fabrication et d'importation (ou d'exportation) de marchandises contrefaisantes.
- En ce qui concerne les obtentions végétales, seule une peine d'amende de 10 000 euros est encourue, mais en cas de récidive, la sanction est portée à 6 mois d'emprisonnement.

Il faut surtout souligner que, dans le cas d'une atteinte au droit des marques, brevets, dessins et modèles ou aux droits d'auteur, la commission du délit en bande organisée est passible de 5 ans d'emprisonnement et de 500 000 euros d'amende. Le quantum de la peine ainsi portée à 5 ans, il est possible d'engager le cas échéant des poursuites pour association de malfaiteurs.

➤ Sur le plan procédural, des améliorations ont également été apportées.

- Ainsi, il est à noter que depuis la loi du 9 mars 2004, si les nécessités de l'enquête préliminaire relative à un délit puni d'une peine d'emprisonnement d'une durée égale ou supérieure à 5 ans l'exigent, le juge des libertés et de la détention du Tribunal de Grande Instance peut décider, à la requête du Procureur de la République et par une décision écrite et motivée, que les saisies et perquisitions seront effectuées sans l'assentiment de l'intéressé.
- De plus, le rôle des douaniers en sort renforcé : il leur sera possible notamment de mener des opérations d'infiltration en matière de contrefaçon de marque, l'implication avérée d'organisations criminelles dans ce secteur justifiant le recours à de telles mesures.

Il faut espérer que cette aggravation des sanctions encourues et cette adaptation de la procédure pénale et douanière, réclamées et défendues par l'Union des Fabricants, rempliront la fonction dissuasive escomptée.

Par ailleurs, sur le front de la piraterie numérique ou de l'achat en ligne de contrefaçons, de nouveaux textes ont été adoptés ou sont en passe de l'être afin de mieux lutter contre ce phénomène exponentiel.

➤ Le projet de loi "droit d'auteur et droits voisins dans la société de l'information" devrait bientôt opérer transposition de la directive du 22 mai 2001 en droit français. Le texte a été présenté en Conseil des ministres le 12 novembre 2003. Cette nouvelle loi reconnaîtrait la possibilité pour les titulaires de droits de recourir à des techniques de verrouillages anti-copie, notamment dans les CD et les DVD. Le fait de contourner ces mesures techniques ou de mettre à disposition des moyens permettant ce contournement sera assimilé au délit de contrefaçon et puni comme tel des mêmes peines. En échange, les titulaires de droits doivent faire en sorte que ces mesures techniques n'empêchent pas les utilisateurs de bénéficier de l'exception de copie privée. Ils pourront par exemple limiter le nombre de copies qu'il sera possible d'effectuer. Dans tous les cas, le montant

de la rémunération pour copie privée prévue par le code de la propriété intellectuelle (versement d'un pourcentage du prix de vente des supports vierges) devra tenir compte de cette limitation et être revu à la baisse¹⁰⁷.

- La loi pour la confiance dans l'économie numérique qui transpose la directive européenne "commerce électronique", a été publiée le 22 juin 2004 après avoir été validée par le Conseil constitutionnel (DC 10.06.04). Ce texte contient plusieurs dispositions intéressant le problème de la contrefaçon.
- Tout d'abord, le législateur a réglementé la publicité commerciale diffusée par les fournisseurs d'accès vantant les mérites du téléchargement. Désormais, lorsqu'ils mettent en avant la possibilité de télécharger des fichiers dont ils ne sont pas eux-mêmes les fournisseurs, les fournisseurs d'accès doivent faire figurer une mention aisément lisible et identifiable dans la publicité pour rappeler le caractère délétaire du piratage pour la création artistique.
 - De même, la loi a mis en place un système de filtrage qui peut être imposé par le juge. Ainsi, le Président du TGI peut désormais décider, par une ordonnance sur requête, de « *la suspension par tout moyen du contenu d'un service de communication au public en ligne portant atteinte à un des droits d'auteur, y compris en ordonnant de cesser de stocker ce contenu ou, à défaut, de cesser d'en permettre l'accès* ».
 - Enfin, la loi sur la confiance dans l'économie numérique a clarifié la responsabilité des intermédiaires. Ainsi, en ce qui concerne par exemple les fournisseurs d'hébergement, le texte prévoit que une irresponsabilité de principe, la responsabilité (civile et pénale) du prestataire pouvant être engagée si, ayant eu effectivement connaissance de l'activité illicite hébergée (par exemple vente de contrefaçons *on line* ou accès à des fichiers à télécharger illégalement), ils n'ont pas agi promptement pour retirer ces informations ou en rendre l'accès impossible.

Il faut noter toutefois que le dispositif légal est moins exigeant envers les intermédiaires que ne l'aurait souhaité l'Union des Fabricants. En effet, après de longues hésitations, le législateur a finalement choisi de ne soumettre ces prestataires techniques à aucune obligation générale de surveillance des informations qu'ils stockent ou transmettent. De plus, le Conseil constitutionnel a précisé que l'hébergeur ne pourra être tenu pour responsable en cas de non retrait d'une information dénoncée comme illicite par un internaute que si celle-ci présente « manifestement un tel caractère » ou si son retrait a été « ordonné par un juge »¹⁰⁸.

Actions des pouvoirs publics

Depuis une dizaine d'années, les pouvoirs publics s'engagent dans la lutte contre le commerce du faux par le biais du Comité National Anti-Contrefaçon (CNAC). Institué à la suite de la loi du 5 février 1994, le CNAC est composé de représentants des pouvoirs publics (le ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie ; le ministère de l'Intérieur ; le ministère de la Défense ; le ministère de la Culture ; le ministère de la Justice ainsi que la

¹⁰⁷ Cf. chapitre 3 du projet de loi « relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information », consultable sur le site www.legifrance.gouv.fr

¹⁰⁸ Cf. texte de la loi et de la décision du Conseil constitutionnel consultables sur www.legifrance.gouv.fr A ce sujet, on consultera aussi avec intérêt le dossier spécial concernant la loi sur le site www.foruminternet.org.

Commission européenne) et de partenaires privés (des industriels, des syndicats et des fédérations professionnelles, des représentants du droit d'auteur et des associations de lutte anti-contrefaçon comme l'Union des Fabricants). Le rôle du Comité est de coordonner l'action des différents services publics engagés dans la lutte contre la contrefaçon. Son plan d'action pour la période 2003/2004 s'articule autour de trois objectifs : sensibiliser le grand public et les professionnels par la communication et la formation, renforcer la répression et encourager la coopération internationale. Le Comité préconise ainsi la mise en place de formations à destination des professionnels (magistrats, administrations ...) dans l'Union Européenne ainsi qu'à destination des administrations concernées dans les pays futurs adhérents de l'Union Européenne en partenariat avec la Direction Générale TAXUD, l'OMC et les douanes nationales. Cette formation pourrait éventuellement être étendue à l'international et particulièrement dans les pays producteurs de contrefaçons.

Mais récemment, le Gouvernement a développé une politique encore plus active dans le domaine de la lutte anti-contrefaçon dont il a fait un nouveau cheval de bataille. Ainsi, le 22 juin 2004, alors qu'il était encore ministre de l'Économie et des Finances, Nicolas Sarkozy avait présenté un plan constitué de dix mesures destinées à renforcer l'efficacité de la lutte contre la contrefaçon¹⁰⁹. Moins d'un an après, le 30 mars 2005 le ministre délégué à l'Industrie Patrick Devedjian a dressé un bilan extrêmement positif de la mise en oeuvre de ces dispositions. Ainsi, le renforcement des contrôles douaniers a abouti à une très forte hausse du nombre d'articles contrefaisants saisis. Un groupe de travail interservices a également été créé qui se réunit régulièrement et donne déjà des résultats positifs.

Une nouvelle campagne de communication à destination du grand public, axée sur les liens entre contrefaçon et criminalité organisée, a été lancée par le CNAC fin janvier 2004 avec l'appui de l'Union des Fabricants.

Le projet *e-Mage*, vaste fichier des caractéristiques des produits authentiques qui devrait permettre aux services douaniers d'identifier en temps réel les produits contrefaisants est en passe de voir le jour.

Une circulaire de politique pénale en matière de contrefaçon a également été diffusée à l'ensemble des Parquets le 9 août 2004 dans le but de renforcer l'action pénale.

Le ministère de l'Intérieur se préoccupe désormais plus sérieusement de la contrefaçon. Ainsi, le 7 septembre 2004, il annonçait une augmentation significative du nombre de policiers et de gendarmes chargés de lutter contre la cybercriminalité. La police nationale sera plus particulièrement chargée de détecter sur Internet les appels à la haine raciale, les propos racistes ou antisémites, le terrorisme et le piratage. D'ici à 2007, le nombre de policiers et de gendarmes spécialisés devrait passer de 300 à 600¹¹⁰. De même, des policiers spécialisés dans les affaires financières sont récemment venus renforcer la section antiterroriste parisienne. Leur tâche sera de remonter les filières de financement de terrorisme, notamment les réseaux de contrefaçon¹¹¹. Enfin, il faut noter un renforcement des officiers de la douane judiciaire : on dénombre aujourd'hui 100 officiers contre 35 en 2003.

La récente nomination d'un magistrat de liaison français à Pékin répond également à l'une des demandes de l'Unifab dans le cadre de ce plan gouvernemental anti-contrefaçon.

¹⁰⁹ Cf. www.premierministre.gouv.fr

¹¹⁰ Cf. www.interieur.gouv.fr

¹¹¹ Cf. « Renforcement financier à la PJ parisienne », Affiches parisiennes et départementales, 5/6 octobre 2004 ; « La France se dote de moyens pour frapper le terrorisme à la bourse », Libération, 14 septembre 2004.

B / SITUATION EUROPEENNE

L'Union Européenne renforce progressivement les moyens destinés à la lutte contre la contrefaçon.

Le Parlement Européen a ainsi adopté en juin 2003 une déclaration écrite sur le piratage et la contrefaçon dans l'Union Européenne élargie. Préoccupé par le niveau alarmant atteint par la contrefaçon et par l'utilisation des bénéfices pour financer le trafic de drogue et le terrorisme, le Parlement a demandé au Conseil et à la Commission de veiller à ce que soient prévues des sanctions sévères et harmonisées, de favoriser une coopération transfrontalière plus étroite entre les autorités compétentes et de renforcer le rôle d'Europol.

En conséquence, le Conseil des ministres a adopté le 21 juillet 2003 un règlement douanier relatif à la lutte contre la contrefaçon et la piraterie. Ce règlement n° 1383/2003, applicable au 1^{er} juillet 2004, concerne tous les droits de propriété intellectuelle, y compris les obtentions végétales, les appellations d'origine et les dénominations géographiques. Les douaniers sont désormais habilités à agir dès qu'ils ont « des motifs suffisants de soupçonner une atteinte à un droit de propriété intellectuelle ». De plus, les demandes d'intervention sont gratuites et harmonisées.

De même, la directive du Parlement et du Conseil du 29 avril 2004 relative au respect des droits de propriété intellectuelle¹¹² harmonise désormais la matière et réglemente les mesures, les procédures et les réparations qui peuvent être ordonnées par les autorités judiciaires compétentes. Le texte, qui devrait être transposé dans le droit national français pour l'automne 2006, distingue quatre grandes catégories de mesures civiles pouvant être requises par les titulaires de droits en cas d'atteinte à la propriété intellectuelle. Tout d'abord, il prévoit toute une série de dispositions préventives pour la protection des preuves du délit de contrefaçon. Le texte prévoit aussi un droit d'information pour le titulaire des droits violés sur l'origine et les réseaux de distribution des biens contrefaisants. Des mesures provisoires et conservatoires devront également être mises en place par les Etats afin d'empêcher les atteintes futures ou imminentes aux droits de propriété intellectuelle et afin d'assurer le recouvrement d'éventuels dommages et intérêts avant le prononcé du jugement. Ainsi, la directive prévoit la mise en œuvre de mesures énergiques comme la saisie ou la remise des marchandises supposées contrefaisantes ainsi que la saisie conservatoire des biens mobiliers et immobiliers du contrevenant supposé, y compris le blocage de ses comptes bancaires et autres avoirs. Concernant les dommages et intérêts, la directive fixe les modalités de calcul auxquelles les juridictions devront avoir recours. Cependant, contrairement à ce que certains ont pu un temps espérer, le Parlement et le Conseil ont rejeté la proposition originelle de la Commission tendant à instituer des dommages et intérêts punitifs comme cela existe dans le droit américain, ce qui aurait pourtant été extrêmement dissuasif pour les contrefacteurs¹¹³.

La Commission prévoit également l'adoption d'une décision-cadre complémentaire à la directive. L'initiative projetée consiste en un rapprochement des règles de droit pénal des Etats membres, et notamment une harmonisation des seuils minimaux des sanctions pénales, ainsi qu'une coopération plus étroite entre les autorités judiciaires et autres autorités compétentes des Etats membres dans le domaine de la lutte contre la contrefaçon et le piratage de produits. L'objectif avoué est de lutter de manière plus efficace contre la contrefaçon, en particulier lorsque celle-ci est liée à la criminalité organisée. L'adoption de ce texte pose de nombreuses difficultés dues à la réticence de certains Etats.

¹¹² Cf. directive 2004/48/CE, JO L 157 du 30 avril 2004.

¹¹³ Cf. www.europa.eu.int

Il est à noter que le mandat d'Europol a été étendu en 2001 aux affaires de contrefaçons.

L'Union Européenne fournit également des moyens techniques pour aider à la lutte contre la contrefaçon.

Ainsi, TAIEX est un office d'assistance technique de la Commission dont le rôle est d'aider et d'informer les pays candidats sur la législation relevant de l'acquis communautaire. Il s'adresse aux administrations publiques des pays candidats et des Etats membres ainsi qu'aux associations du secteur privé et organise entre autres des séminaires de formation et des visites d'experts dans les pays qui en font la demande. Des séminaires sur les droits de propriété intellectuelle, auxquels participent des représentants officiels de pays candidats ou en voie d'accession, ont lieu régulièrement à Bruxelles.

Dans la même lignée, le programme communautaire AGIS (2003/2007) cofinance des projets transnationaux de coopération entre les systèmes judiciaires et les services de répression des Etats membres autour de la lutte contre la criminalité organisée et de la protection des intérêts des victimes. Ces programmes de coopération sont notamment destinés aux praticiens de la justice et aux fonctionnaires et agents des services répressifs. Concernant la lutte contre la contrefaçon, les objectifs visés sont la mise en place de partenariats entre le secteur public et le secteur privé, l'information et la formation des praticiens ainsi que la conduite d'études sur les moyens d'éliminer les risques de contrefaçon.

Pourtant, certaines inquiétudes subsistent.

En effet, par un arrêt du 26 septembre 2000, la Cour de Justice des Communautés Européennes a donné tort aux autorités françaises qui avaient procédé à la retenue de produits considérés comme contrefaisants en France mais légalement fabriqués dans un Etat membre n'admettant pas leur protection et destinés à un autre Etat membre ne l'admettant pas davantage¹¹⁴. Par la suite, en réponse à une question préjudicielle dont l'avait saisie la Cour de cassation, la CJCE a retenu la même solution dans une espèce où les biens interceptés étaient destinés à un pays tiers¹¹⁵. De telles positions sont inquiétantes car elles réduisent beaucoup le champ d'application des mesures de retenue douanière prévues par le Code de la propriété intellectuelle et le règlement anti-contrefaçon n°3295/94, laissant indirectement le champ libre à certains transits de marchandises contrefaisantes. Il reste à espérer une évolution de la jurisprudence de la Cour dans un sens plus favorable au respect de la propriété intellectuelle.

De plus, une proposition de directive actuellement en cours de discussion envisage de réduire la protection juridique que la directive «dessins et modèles»¹¹⁶ assurait jusqu'alors aux pièces détachées de produits dits «complexes» (automobile, électroménager...). Les Etats membres ne pourraient plus choisir de maintenir une protection des modèles pour les pièces de rechange «visibles» (dans le cas d'une voiture: capots, pare-chocs, portières, phares, ailes...par opposition au moteur ou aux parties mécaniques).

¹¹⁴ Cf. CJCE, 26 septembre 2000, Commission contre France, affaire C-23/99, www.courdecassation.fr

¹¹⁵ Cf. CJCE, réponse du 23 octobre 2003 à une question préjudicielle posée par la Chambre commerciale de la Cour de cassation le 26 mars 2002, affaire C-115/02, www.courdecassation.fr

¹¹⁶ Cf. directive communautaire 98/71.

C / SITUATION INTERNATIONALE

La lutte contre la criminalité organisée est l'objet d'un large consensus sur le plan international. La Convention des Nations-Unies contre la criminalité transnationale organisée est entrée en vigueur le 29 septembre 2003. Elle permet aux forces de l'ordre des différents pays de coopérer efficacement en matière de lutte contre la criminalité organisée.

Mais la lutte contre la contrefaçon, plus spécifiquement, prend également forme au niveau international. Dans de nombreux pays, des initiatives pour combattre le faux voient le jour et la coopération internationale se développe progressivement.

1. Organisation de réseaux de lutte anti-contrefaçon partout à travers le monde

Dans tous les pays coutumiers du droit de la propriété intellectuelle, des associations de lutte anti-contrefaçon voient le jour.

Ainsi, on peut citer le cas de l'Indicam en Italie ou de l'Alliance Against Counterfeiting and Piracy, coalition britannique luttant contre la contrefaçon. Cette dernière a produit une étude intitulée « Proving the connection – links between intellectual property theft and organised crime ». Ce document fournit des preuves claires que le crime organisé contrôle, exploite et tire profit de certains réseaux de contrefaçon. Il conclut à la nécessité d'identifier et de répandre les meilleures pratiques, de développer une relation harmonieuse entre le secteur privé et les autorités publiques, et d'adopter une approche multidisciplinaire.

Aux USA, l'International AntiCounterfeiting Coalition est la plus importante organisation représentant les intérêts des entreprises concernées par le piratage et la contrefaçon. Elle a publié en juin 2003 un Livre Blanc sur les liens entre la contrefaçon et le terrorisme. En conclusion de ce document, l'IACC recommande à la Commission et au Congrès américains de soutenir les efforts d'Interpol en matière de coordination transfrontalière dans la lutte contre la contrefaçon internationale, de remonter les filières de contrefaçon, d'accroître les niveaux de vigilance aux frontières et d'imposer aux partenaires commerciaux des standards élevés en matière de protection de la propriété intellectuelle. D'autre part, l'IACC a publié le 12 février 2004 son rapport « Spécial 301 » qui identifie les pays où la protection des droits de propriété intellectuelle est insuffisante. Cette étude recense ainsi plusieurs pays, tels que le Mexique, la Russie ou le Panama, où la contrefaçon est susceptible d'être liée à des organisations criminelles ou à des groupes terroristes.

L'action de l'IACC et des associations similaires a fini par porter ses fruits puisque le 31 mars 2004, le Ministre de la Justice John Ashcroft a créé un groupe de travail sur la propriété intellectuelle. Celui-ci, qui était chargé de faire des recommandations tendant à renforcer et à améliorer la lutte contre la contrefaçon et le piratage aux Etats-Unis, a rendu son rapport en octobre 2004¹¹⁷.

Mais il faut également souligner les efforts croissants des pays émergents les plus impliqués dans la production et la commercialisation de contrefaçons pour renforcer leurs législations nationales dans ce domaine.

Ainsi, en Chine, où la contrefaçon est endémique, la situation change progressivement. La Chine a adhéré à toutes les grandes conventions internationales en matière de propriété intellectuelle et elle bénéficie d'une législation protectrice qui a été révisée récemment pour rendre le droit interne conforme aux exigences des Accords ADPIC. Aujourd'hui, les peines d'emprisonnement sont potentiellement très lourdes. Cependant, la

¹¹⁷ Cf. « Report of the department of Justice's task force on intellectual property », octobre 2004, www.usdoj.gov

pratique subordonne l'engagement de poursuites pénales à un chiffre d'affaires minimum réalisé par le contrefacteur, ce qui permet aux délinquants de répartir les risques. Il n'en reste pas moins vrai que l'action pénale, quand elle est possible, est une arme très dissuasive.

En ce qui concerne l'action douanière, la réglementation en vigueur dépasse les exigences posées par les Accords ADPIC. De plus, il est à noter que l'Administration Générale des Douanes est en train de réformer la législation actuelle pour la rendre plus protectrice des titulaires de droits et lutter de manière plus efficace contre la contrefaçon¹¹⁸.

Le vice-Premier Ministre chinois a d'ailleurs assuré que son pays défendait la propriété intellectuelle et qu'ils avaient obtenu des résultats significatifs dans le renforcement de l'application de la loi, en réprimant vigoureusement les contrefaçons, le piratage et les violations de droit¹¹⁹. Par exemple, selon l'Agence de presse chinoise Xinhua, la Douane chinoise a examiné, de août à octobre 2003, 100 cas de contrefaçon représentant une valeur de 241 millions de dollars¹²⁰.

Au-delà d'une volonté clairement affirmée, il est évident que la difficulté réside principalement dans l'insuffisance de la mise en œuvre concrète de la réglementation.

De même, en Russie, la protection des droits de propriété intellectuelle s'améliore sensiblement avec l'insertion croissante de la Russie dans les mécanismes du commerce international. La Russie qui est partie aux principales conventions internationales comble en effet peu à peu les lacunes de sa législation. Mais là encore, c'est l'insuffisance de moyens et donc l'efficacité des procédures douanières, policières et judiciaires qui est mise en cause¹²¹.

2. Développement de la coopération internationale pour combattre le faux

On constate une véritable prise de conscience au niveau international quant à l'acuité du problème. Ainsi, lors du Forum Economique Mondial tenu à Davos en janvier 2003, les industriels, les pouvoirs publics, les services de police et des douanes, ont décidé de resserrer leur coopération en matière de protection des droits de propriété intellectuelle et de réaliser une étude indépendante pour mesurer la véritable ampleur du phénomène.

Les Douanes jouent évidemment un rôle essentiel dans la limitation du commerce de marchandises contrefaisantes. Comme l'a récemment rappelé que l'a rappelé l'Organisation Mondiale de Douanes, elles contribuent corrélativement à circonscrire la circulation des fonds illicites qui alimentent la criminalité organisée et les groupes terroristes¹²². Pour accroître encore l'efficacité de leur action dans ce domaine, l'OMD a publié le 20 février 2003 une législation nationale type destinée aux administrations douanières qui mettent pour la première fois en œuvre une législation sur les droits de propriété intellectuelle ou qui procèdent à des révisions ou des réformes sur le plan législatif. Ce document se présente comme un guide des meilleures pratiques. De plus, l'OMD a constitué un nouveau secrétariat en Asie/Pacifique dans le cadre de son Groupe Stratégique sur les droits de propriété intellectuelle afin de faciliter l'échange d'informations entre les administrations douanières et les entreprises ainsi que de coordonner la formation et l'assistance technique¹²³.

¹¹⁸ « Protection de la propriété intellectuelle et lutte anti-contrefaçon en Chine », DREE

¹¹⁹ AFP Fil Economique, 18 novembre 2003

¹²⁰ www.french.xinhuanet.com/htm/12021536303.htm

¹²¹ « Russie : protection des droits de propriété intellectuelle », DREE

¹²² Communiqué de presse, OMD, 6 février 2004

¹²³ id.

De même, en novembre 2001, INTERPOL a organisé une première conférence consacrée à la lutte contre la contrefaçon. Cette conférence a réuni des représentants de la police, des douanes et de l'industrie. C'est à cette occasion qu'est né le projet de création d'un groupe de travail qui permettrait un meilleur échange d'informations et donc une simplification des enquêtes. L'IIPCAG, Interpol Intellectual Property Crime Action Group, a vu le jour en juillet 2002. Ce groupe a tenu son sixième meeting à Belfast, en mai 2004. Par l'intermédiaire de son Secrétaire Général, Interpol a reconnu l'implication croissante du crime organisé et des groupes terroristes dans les atteintes à la propriété intellectuelle¹²⁴. Pour cette raison, il a recommandé la désignation au sein des services de police de chaque pays de correspondants chargés d'échanger des informations sur cette forme de criminalité ainsi que l'établissement d'un partenariat entre le secteur privé et Interpol pour faciliter les enquêtes transfrontalières¹²⁵.

L'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI) a également une activité primordiale en matière d'application des droits de propriété intellectuelle (missions d'experts, formation et visites d'études, séminaires et ateliers, activités conjointes avec des organisations et des offices). L'OMPI, qui est l'une des 16 institutions spécialisées du système des Nations Unies, compte aujourd'hui 182 Etats membres. En 2000, elle a créé un comité de consultation qui a mené une enquête auprès des Etats membres de l'organisation quant à la sanction des droits de propriété intellectuelle. Cette étude a fait ressortir le souhait des Etats membres de créer une structure intergouvernementale garantissant de manière appropriée une action suivie dans le cadre de la sanction des droits. C'est pourquoi un Comité consultatif sur l'application des droits de propriété intellectuelle a vu le jour en juin 2003. Les représentants de 72 Etats membres, de 5 organisations intergouvernementales et de 16 organisations non gouvernementales ont travaillé sur la coordination, la formation et l'élaboration de stratégies d'application des droits de propriété intellectuelle¹²⁶. L'OMPI organise également tous les ans une journée mondiale de la propriété intellectuelle. La dernière édition de cet événement a eu lieu le 26 avril 2005.

¹²⁴ Le même jour et devant la même Commission, un spécialiste du terrorisme, Larry C. Johnson, corroborait ces affirmations en déclarant que des familles et des individus liés directement avec des groupes terroristes sont impliqués dans la production et la vente de contrefaçons.

¹²⁵ Cf. rapport précité « The links between intellectual property crime and terrorist financing » et déclaration publique de Ronald K. Noble également précitée.

¹²⁶ Actualité/2003/198, OMPI, www.wipo.int/edocs/prdocs/fr/2003/wipo_upd_2003_198.html

CONCLUSION

La contrefaçon est un phénomène en croissance régulière qui menace le développement économique de tous les Etats, développés ou en développement. En quelques décennies, elle a changé de visage. Elle s'est largement industrialisée et touche désormais tous les secteurs économiques. Elle est surtout devenue une forme de criminalité organisée qui entretient des liens certains avec d'autres formes d'activités criminelles. Aujourd'hui, le consommateur doit comprendre que, s'il n'est pas victime, il est complice d'un grave délit attentant plus encore à l'intérêt général qu'à l'intérêt particulier des titulaires de droits.

Afin de lutter efficacement contre ce fléau, il est nécessaire que les Etats, et notamment ceux de l'Union Européenne, harmonisent, renforcent leur législation et prennent les mesures indispensables pour qu'elle soit mieux appliquée. L'Union Européenne travaille activement en ce sens.

Au niveau international, ainsi que le rappellent toutes les études citées, le développement de la coopération interétatique est indispensable pour lutter efficacement contre les réseaux de contrefaçon. Une collaboration constante entre le secteur public et le secteur privé est également impérieuse.

L'Union des Fabricants, premier organisme français de lutte contre la contrefaçon, forme donc le vœu que la présente étude contribue à une meilleure prise en considération du problème que représente la contrefaçon aussi bien au niveau national qu'international, et plus particulièrement au regard de ses ramifications avec la criminalité organisée. La lutte contre la contrefaçon nécessite en effet un engagement permanent de tous les acteurs concernés.

Annexe 1

Définitions de la criminalité organisée :

Définitions nationales

France :

Code pénal français :

- *art. 132-71, « bande organisée » :*

« Constitue une bande organisée au sens de la loi tout groupement formé ou toute entente établie en vue de la préparation, caractérisée par un ou plusieurs faits matériels, d'une ou plusieurs infractions »

- *art. 450-1, « bande organisée » :*

« Constitue une association de malfaiteurs tout groupement formé ou entente établie en vue de la préparation, caractérisée par un ou plusieurs faits matériels, d'un ou plusieurs crimes ou d'un ou plusieurs délits punis d'au moins cinq ans d'emprisonnement.

Lorsque les infractions préparées sont des crimes ou des délits punis d'au moins cinq ans d'emprisonnement, la participation à une association de malfaiteurs est punie de dix ans d'emprisonnement et de 150.000 euros d'amende. Lorsque les infractions préparées sont des délits punis d'au moins cinq ans d'emprisonnement, la participation à une association de malfaiteurs est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75.000 euros d'amende. »

Autriche :

- *Code pénal autrichien : art. 278 A : « Kriminelle Organisation » :*

« Association constituée sur la longue durée, ayant pour objectif de commettre des infractions graves, pour obtenir des profits importants ou une influence politique ou économique, et tentant d'échapper aux poursuites consécutives, notamment par la corruption ou l'intimidation ».

- *Code pénal autrichien : art. 277 : « Komplott » :*

« Accord entre deux personnes au moins pour commettre une infraction spécifique grave. »

Grande Bretagne :

UK's National Criminal Intelligence Service : « Organised Crime » :

Les autorités britanniques ont une approche multicritères de la criminalité organisée. Deux types de critères sont distingués : les critères obligatoires et les critères subsidiaires.

- Critères obligatoires :

- Collaboration d'au moins 3 personnes
- Activité criminelle prolongée
- Commission de crimes sérieux
- Crimes motivés par le pouvoir ou le profit
- Critères subsidiaires :
 - Opérations internationales, nationales ou régionales
 - Utilisation de la violence, de l'intimidation ou de la corruption
 - Utilisation de structures commerciales
 - Blanchiment d'argent
 - Influence d'hommes politiques, d'administrations, de media, de magistrats...

Définitions par des normes internationales

Convention des Nations Unies contre la criminalité organisée du 15 novembre 2000 (entrée en vigueur le 29 septembre 2003), dite « Convention de Palerme », Groupe criminel organisé :

« Groupe structuré de trois personnes ou plus existant depuis un certain temps et agissant de concert en vue de commettre une ou plusieurs infractions graves pour en retirer un avantage financier ou un autre avantage matériel ».

Action commune relative à l'incrimination de la participation à une organisation criminelle adoptée par le Conseil de l'Union Européenne du 21 décembre 1998 : Organisation criminelle :

« Association structurée, de plus de deux personnes, établie dans le temps, et agissant de façon concertée en vue de commettre des infractions punissables d'une peine privative de liberté ou d'une mesure de sûreté privative de liberté d'un maximum d'au moins quatre ans ou d'une peine plus grave, que ces infractions constituent une fin en soi ou un moyen pour obtenir des avantages patrimoniaux et, le cas échéant, influencer indûment le fonctionnement d'autorités publiques »

Annexe 2

Tableau de synthèse des différents droits

	Forme protégeable	Conditions de fond	Conditions de forme	Durée de la protection	Cumul de protection	Sanction de la contrefaçon
Droit d'auteur	Œuvres de l'esprit	Originalité	Aucune	Vie de l'auteur + 70 ans suivant son décès	<ul style="list-style-type: none"> Dessins et modèles Marques 	3 ans d'emprisonnement + 300 000 € d'amende
Dessin et modèle	Formes plastiques esthétiques	Nouveauté + caractère ornemental et apparent	Dépôt à l'INPI	5 ans à compter de la date de dépôt. Renouvelable le 4 fois	<ul style="list-style-type: none"> Droits d'auteur Marques 	3 ans d'emprisonnement + 300 000 € d'amende
Marque	Signes	Distinctivité + caractère disponible	Dépôt à l'INPI	10 ans à compter de la date du dépôt. Indéfiniment renouvelable par périodes de 10 ans	<ul style="list-style-type: none"> Dessins et modèles Droits d'auteur 	3 ans d'emprisonnement + 300 000 € d'amende 4 ans d'emprisonnement + 400 000 € d'amende pour la fabrication et l'importation (et actes assimilés) de contrefaçons
Brevet	Créations utilitaires	Nouveauté + caractère inventif et susceptible d'application industrielle	Dépôt à l'INPI	20 ans à compter de la date du dépôt	Aucun (marque pour le nom du produit objet du brevet)	3 ans d'emprisonnement + 300 000 € d'amende
Obtention végétale	Variété nouvelle	Différence par rapport aux variétés analogues + homogénéité + stabilité	Dépôt au Secrétariat Général du Comité de la Protection des Obtentions végétales	20 ans à compter de la délivrance du titre		Amende de 10 000 €

NB : La commission du délit de contrefaçon en bande organisée porte la peine à 5 ans d'emprisonnement et 500 000 € d'amende.